

Note  
de synthèse :  
**la COVID-19**  
**dans un monde urbain**

JUILLET 2020

# Résumé

---

La croissance considérable des villes au cours des dernières décennies a intensifié un certain nombre des problèmes les plus pressants de l'humanité. Mais elle offre également des perspectives formidables de protéger les populations, la prospérité et la planète. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis à nu et, de fait, accentué ces problèmes et ces perspectives.

**Les centres urbains abritant environ 90 % de tous les cas de COVID-19 signalés<sup>1</sup>, ils sont devenus l'épicentre de la pandémie.**

La taille de leurs populations et leur fort niveau d'interconnectivité mondiale et locale les rendent particulièrement vulnérables à la propagation du virus. Cependant, rien ne prouve que la densité soit, en elle-même, corrélée avec un taux supérieur de transmission du virus. Les villes peuvent maîtriser cette crise de façon à en ressortir comme les pôles d'énergie, de résilience et d'innovation qui les rendent si dynamiques et attrayantes que tant de personnes choisissent d'y vivre. Toutefois, comme le montre la présente note de synthèse, cela requiert des choix conscients en matière de politiques, notamment pour tout ce qui a trait aux

inégalités, aux capacités locales et à une relance verte et inclusive.

À court terme, pour de nombreuses villes, la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'est transformée en crise de l'accès urbain, de l'équité urbaine, des financements urbains, de la sécurité, du chômage, des services publics, des infrastructures et des transports, autant d'aspects qui ont des conséquences disproportionnées pour les plus vulnérables dans la société.

**La pandémie de COVID-19 met en exergue le rôle déterminant que jouent les collectivités locales en tant qu'intervenantes de première ligne dans la riposte aux crises, la relance et la reconstruction.** Elles jouent un rôle de premier plan dans la prestation des services, le développement économique et l'investissement dans les infrastructures. Cependant, les fermetures d'entreprises, les pertes d'emplois et d'autres conséquences économiques ont entraîné une baisse des recettes fiscales pendant la crise, ce qui a mis les finances de nombreuses collectivités locales à rude épreuve. Selon les estimations de la Banque mondiale et d'entités des Nations

---

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), « Opinion: COVID-19 demonstrates urgent need for cities to prepare for pandemics », 15 juin 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org/opinion-covid-19-demonstrates-urgent-need-for-cities-to-prepare-for-pandemics>.

Unies, les collectivités locales pourraient perdre de 15 à 25 % de leurs revenus en moyenne en 2021<sup>2</sup>. Les villes dont les bases économiques sont les moins diversifiées ont été particulièrement touchées. Celles dont les revenus dépendent principalement du tourisme, par exemple, pourraient connaître une grave récession économique, car on estime que les recettes du tourisme international vont baisser de jusqu'à 80 % en 2020, ce qui entraînera la perte de 120 millions d'emplois<sup>3</sup>. En l'absence d'interventions, les crises financières qui risquent de frapper les villes pourraient compromettre des investissements cruciaux dans les infrastructures urbaines, entraîner des réductions dans les services publics et saper les efforts plus larges consacrés au développement urbain durable.

**Les mesures de confinement imposées dans les zones urbaines en raison de la COVID-19 ont eu des répercussions économiques bien au-delà de leurs limites.**

Les économies urbaines représentent environ 80 % du produit intérieur brut (PIB) mondial<sup>4</sup>. On estime que le nombre d'heures travaillées dans tous les pays et régions a baissé de 14 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au dernier

trimestre 2019, ce qui équivaut à une perte de 400 millions d'emplois à temps plein<sup>5</sup>. Au niveau mondial, les conséquences ont été particulièrement graves dans le secteur informel, qui représente respectivement 90 % et 67 % de l'emploi total dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire<sup>6</sup>. Durant le premier mois de la crise, les travailleurs et travailleuses du secteur informel ont perdu en moyenne jusqu'à 60 % de leurs revenus dans le monde entier. En Afrique et en Amérique latine, ce chiffre était de près de 80 %<sup>7</sup> et a eu des effets dévastateurs pour les femmes. Dans le monde entier, les femmes sont surreprésentées dans l'économie informelle ainsi que dans les secteurs les plus touchés, tels que le tourisme, l'hôtellerie et les services.

**Des inégalités profondément enracinées, notamment ayant trait au lieu de résidence et au type d'emploi ou au genre et à l'âge,** peuvent conduire la pandémie à avoir un impact disproportionné sur des groupes qui se trouvaient déjà dans une situation de plus grande vulnérabilité<sup>8</sup>. Par ailleurs, les faits prouvent que la lutte contre la COVID-19 peut s'avérer plus difficile dans les zones urbaines où les niveaux de criminalité et

2 Semeh Wahba et autres, « Cities are on the front lines of COVID-19 », 12 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/sustainablecities/cities-are-front-lines-covid-19>.

3 Organisation mondiale du tourisme (OMT), « Le nombre de touristes internationaux pourrait chuter de 60 à 80 % en 2020 », 7 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.unwto.org/fr/news/covid-19-le-nombre-de-touristes-internationaux-pourrait-chuter-de-60-a-80-en-2020>.

4 Banque mondiale, « Développement urbain », 20 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.banquemonde.org/fr/topic/urbandev/overview>.

5 Organisation internationale du Travail (OIT), *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail*, 5<sup>e</sup> édition, 30 juin 2020.

6 OIT, « La crise du COVID-19 et l'économie informelle : réponses immédiates et défis à relever », consultable à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_745440.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf).

7 Organisation des Nations Unies, « Note de synthèse : Le monde du travail et la COVID-19 », consultable à l'adresse suivante : [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_world\\_of\\_work\\_and\\_covid\\_19\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_world_of_work_and_covid_19_french.pdf).

8 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19) », 13 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-mesures-adoptees-par-les-villes-face-au-covid-19-aebdbf1c/>; Jillian Du, Robert King et Radha Chanchani, « Tackling Inequality in Cities is Essential for Fighting COVID-19 », 14 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.wri.org/blog/2020/04/coronavirus-inequality-cities>.

de violence sont élevés<sup>9</sup>, où les infrastructures et les logements sont de qualité médiocre<sup>10</sup>, où la gouvernance locale est faible<sup>11</sup> et où les travailleurs et travailleuses de première ligne ne disposent pas du matériel ou des ressources suffisants. L'accès limité aux soins de santé<sup>12</sup>, aux services de base<sup>13</sup> et à un logement ou des espaces publics adéquats peut également compromettre les mesures de riposte à la COVID-19.

**Pour pouvoir observer en toute sécurité les conseils de distanciation physique et d'hygiène formulés pour prévenir la propagation du coronavirus, tout le monde doit avoir accès à un logement adéquat<sup>14</sup>.** Et cependant, la crise mondiale du logement urbain oblige environ 1 milliard de personnes, soit 24 % de la population urbaine mondiale, à vivre dans des taudis et des établissements informels<sup>15</sup>, ce qui aggrave les répercussions de la pandémie. Dans tous les pays, les pauvres des villes qui ont perdu leurs revenus en tout ou partie se trouvent face au risque d'expulsion, alors que le surpeuplement dans des logements de qualité médiocre augmente le risque de contagion rapide. Les conditions de logement peuvent également accroître la vulnérabilité des femmes à la violence et aux atteintes. Depuis le début de la pandémie, les actes de violence fondée sur le genre ont atteint

des niveaux alarmants dans toutes les régions. Du fait de la restriction de la mobilité et de l'augmentation du chômage et de la pauvreté, les femmes ont encore moins de possibilité de fuir une situation de violence.

**Les systèmes de transport public du monde entier ont vu leur fréquentation et leurs recettes chuter et ont été contraints de réduire les services.** Cette tendance est inquiétante si l'on considère qu'avant la pandémie, seule la moitié environ de la population urbaine mondiale avait aisément accès aux transports publics<sup>16</sup>. La baisse de la fréquentation due à la pandémie de COVID-19, si elle n'est pas stoppée et inversée, pourrait compromettre la transition vers un transport sûr et durable pour tous les citoyens et citoyennes et limiter les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques et la pollution de l'air.

Plusieurs villes ont encouragé le vélo et la marche comme moyens sûrs, autres que les transports publics, de se déplacer pendant la flambée de COVID-19, permettant ainsi à de nouveaux groupes de profiter des gains économiques et des avantages pour la santé qu'offrent ces formes de transport. Le succès de ces initiatives pourrait encourager les administrations municipales à convertir

9 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), « Research Brief: The impact of COVID-19 on Organized crime », consultable à l'adresse suivante : [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/covid/RB\\_COVID\\_organized\\_crime\\_july13\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/covid/RB_COVID_organized_crime_july13_web.pdf).

10 Gaurav Bhardwaj et autres, *Cities, Crowding, and the Coronavirus: Predicting Contagion Risk Hotspots*, Washington : Banque mondiale, 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33648?locale-attribute=fr>.

11 ONU-Habitat, « UN-Habitat Guidance on COVID-19 and Public Space », juin 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/06/un-habitat\\_guidance\\_on\\_covid-19\\_and\\_public\\_space.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/06/un-habitat_guidance_on_covid-19_and_public_space.pdf).

12 Organisation des Nations Unies, « Note de synthèse : Le monde du travail et la COVID-19 », consultable à l'adresse suivante : [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_world\\_of\\_work\\_and\\_covid\\_19\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_world_of_work_and_covid_19_french.pdf).

13 Gaurav Bhardwaj et autres, *Cities*, 2020.

14 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), « COVID-19 Guidance Note: Protecting residents of informal settlements », 23 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/SR\\_housing\\_COVID-19\\_Guidance\\_informal\\_settlements.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/SR_housing_COVID-19_Guidance_informal_settlements.pdf).

15 Point annuel sur les objectifs de développement durable : Rapport du Secrétaire général, consultable à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/E/2020/57>.

16 Point annuel sur les objectifs de développement durable : Rapport du Secrétaire général, consultable à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/E/2020/57>.

davantage de routes à des fins similaires, ce qui améliorerait encore la mobilité et la sécurité<sup>17</sup>. La période actuelle présente également l'occasion de repenser les transports publics dans la perspective des genres, en tenant compte de considérations de protection, de l'emplacement des grandes artères et voies de circulation et de l'impact de ces facteurs sur le temps consacré à se rendre dans les écoles, les établissements de soins, les marchés et autres infrastructures essentielles qui se trouvent souvent à la périphérie plutôt que sur les principaux axes de transport.

**D'après plusieurs études scientifiques récentes, il existe une corrélation entre la mauvaise qualité de l'air et les taux élevés de létalité de la COVID-19.**

Ainsi, une légère augmentation des particules fines a été associée à une hausse de 8 %, voire jusqu'à 21,4 %, des taux de mortalité aux États-Unis et aux Pays-Bas, respectivement<sup>18</sup>. De nouveaux éléments indiquent également des incidences sur les femmes enceintes et les nouveau-nés ainsi que sur la mortalité maternelle, en particulier dans les populations qui endurent déjà un stress socioéconomique du fait de leur marginalisation<sup>19</sup>. La pollution et les émissions de gaz à effet de serre ont fortement baissé pendant la pandémie, lorsque les pays ont suspendu leurs activités économiques pour contenir la propagation du virus, mais ces gains environnementaux ne seront que temporaires si les économies reprennent sans que soient mises en place des politiques de prévention de la pollution de

l'air et de promotion de la décarbonisation.

Parallèlement, **la pandémie actuelle accélère des tendances telles que la numérisation, le passage au travail à distance et la prestation virtuelle de services essentiels**. Faisant baisser la demande de locaux et bâtiments à usage de bureau, cette transition vers la vie numérique rend l'avenir incertain pour les infrastructures et les édifices urbains. La ségrégation et la migration urbaines pourraient également s'accélérer au fur et à mesure que les habitants à revenus plus élevés cherchent de nouveaux moyens de vivre et de travailler en dehors de la ville, en réaction à la pandémie. Si elle s'accompagne d'un étalement urbain et d'une disparité de revenus accrus ainsi que d'inégalités de race et de genre, la migration hors des villes pourrait compromettre des mesures indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable, protéger la biodiversité et faire face à la crise climatique<sup>20</sup>.

**Il est urgent de repenser et de transformer les villes en réponse à la réalité de la COVID-19 et en prévision d'éventuelles pandémies futures, et de reconstruire en mieux, en rendant les villes plus résilientes, plus inclusives et plus durables.** Et nous savons que cet objectif est réalisable. Les rapides changements sociaux provoqués par la COVID-19 prouvent clairement que la société est capable de se transformer presque du jour au lendemain face aux menaces les plus urgentes, telles que les

17 ONU-Femmes, *COVID-19 and Ensuring Safe Cities and Safe Public Spaces for Women and Girls*, 2020, p. 6.

18 Wu et autres, « Exposure to air pollution and COVID-19 mortality in the United States: A nationwide cross-sectional study », medRxiv 2020.04.05.20054502 ; Cole et autres, « Air Pollution Exposure and COVID-19 », IZA DP n° 13367, consultable à l'adresse suivante : <http://ftp.iza.org/dp13367.pdf>.

19 Christopher Flavelle, « Climate Change Tied to Pregnancy Risks, Affecting Black Mothers Most », *New York Times*, 18 juin 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.nytimes.com/2020/06/18/climate/climate-change-pregnancy-study.html>.

20 <https://unstats.un.org/sdgs/report/2016/goal-11>.

crises liées au climat et à la pollution qui menacent la viabilité même des villes. De fait, de précédentes crises sanitaires, comme la pandémie de grippe (1918) et des épidémies localisées de tuberculose et de choléra, ont entraîné plusieurs transformations urbaines positives, comme l'installation de systèmes d'égouts, l'aménagement de parcs publics et l'introduction d'une réglementation des conditions de logement visant à améliorer l'assainissement et réduire le surpeuplement. Aujourd'hui, les collectivités locales et régionales font déjà la démonstration d'un éventail impressionnant de solutions innovantes qui permettent de remédier à certaines des faiblesses structurelles révélées par la pandémie.

**Pour faire face à la crise liée à la COVID-19 dans un monde de plus en plus urbanisé, il faut comprendre la façon dont l'urbanisation détermine les conséquences de la pandémie ainsi que les mesures de riposte et de relance à long terme.** Les mesures compartimentées ou à courte vue, axées sur des solutions instantanées, pourraient aggraver et pérenniser certaines conséquences mises à nu par la pandémie. Et cependant, étant donné le risque de deuxièmes vagues d'infections, bon nombre des mesures d'intervention à court terme devront être maintenues pendant un certain temps, même lorsque la flambée initiale semblera avoir été contenue. Il faut que les administrations nationales, régionales et locales prévoient des politiques de long terme pour renforcer la résistance des sociétés aux futures pandémies, ainsi qu'aux risques et chocs climatiques et économiques, tout en protégeant les droits humains, en pérennisant la paix et en améliorant les possibilités de réaliser les objectifs de développement durable.

Pour obtenir ces gains potentiels, il faudra

intensifier l'engagement et l'action dans trois domaines clés :

### **1) LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS ET LES DÉFICITS DE DÉVELOPPEMENT**

Les efforts des administrations nationales et locales pour protéger les groupes les plus vulnérables pendant les phases de riposte immédiate sont essentiels, tout comme les mesures de relance qui réduisent les inégalités urbaines, améliorent la protection des droits humains et renforcent la résistance des groupes vulnérables aux chocs futurs. Dans ce contexte, les décideurs et décideuses pourraient, en consultation avec les parties prenantes concernées, prendre les mesures prioritaires ci-après, notamment :

- **Comprendre les inégalités et s'engager à recueillir et utiliser des données ventilées :** Établir des cartes de la répartition spatiale des inégalités au niveau des villes et des quartiers, sur la base de données ventilées par genre et par âge, et les analyser afin d'évaluer l'état de santé et les niveaux de richesse et de bien-être des populations concernées et de remanier les politiques nationales et locales de développement, en particulier dans les zones défavorisées et les bidonvilles, et ce à l'échelon le plus local possible.
- **Assurer un hébergement sûr à tous les citoyens et citoyennes et envisager un moratoire sur toutes les expulsions :** Prévoir des solutions d'hébergement temporaires pour permettre aux habitants et habitantes qui vivent dans des conditions de surpeuplement ou peu sûres de pratiquer la distanciation physique ou de s'auto-isoler en toute sécurité, si nécessaire. Tous les habitants et

habitantes, quel que soit leur statut migratoire ou le caractère formel ou informel de leur logement, ont besoin d'être protégés contre les expulsions pendant la crise liée à la COVID-19 et contre les coupures de services essentiels. Les foyers d'accueil pour victimes de violences domestiques doivent être déclarés services essentiels et, lorsqu'ils sont pleins ou qu'ils n'ont pas assez d'espace au regard des mesures de distanciation, un logement de remplacement doit être proposé.

- **Réaliser des investissements publics à grande échelle dans des logements adéquats à un coût abordable et dans l'amélioration des taudis et bidonvilles** afin de garantir aux groupes marginalisés l'accès à des abris propices à la santé physique et mentale pendant la pandémie et au-delà. Il faut également des investissements dans des infrastructures qui résisteront à l'épreuve du temps pour élargir la couverture en matière d'eau et d'assainissement.
- **Garantir la continuité des services publics et leur accessibilité aux pauvres des villes et aux autres groupes vulnérables sur un pied d'égalité avec les autres habitants et habitantes, et prévoir le report ou l'annulation des paiements en souffrance** : Cela est particulièrement important pour les services qui sont essentiels pour riposter efficacement à la crise, tels que l'eau, l'assainissement, le ramassage des

ordures et l'électricité. Quant aux personnes et groupes qui n'ont actuellement pas accès à de tels services, il sera important de leur fournir une solution immédiate, par exemple sous la forme d'installations de lavage des mains. L'amélioration de l'accès à Internet dans les quartiers pauvres des villes facilitera également le télétravail et l'enseignement à domicile lorsque les écoles sont fermées.

- **Garantir un accès équitable aux articles, installations et ressources sanitaires** et soutenir les pauvres et les groupes vulnérables des zones urbaines en leur donnant un accès gratuit ou à faible coût aux masques faciaux, aux tests de dépistage et aux traitements. Les hôpitaux doivent être encouragés à se coordonner et à collaborer afin de mieux répartir entre eux la charge du traitement des patients atteints de la COVID-19 et d'éviter l'engorgement des hôpitaux des zones défavorisées lorsque les hôpitaux des zones moins touchées ont des lits disponibles.
- **Garantir une distribution équitable des vaccins** : Les villes sont des pôles essentiels pour la distribution des vaccins et, à ce titre, elles pourraient jouer un rôle important en garantissant la distribution équitable. Les collectivités locales peuvent contribuer à garantir que, lorsqu'il sera au point, le vaccin contre la COVID-19 sera proposé, gratuitement ou à très faible coût, aux groupes pauvres et vulnérables<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> Organisation mondiale de la Santé (OMS), « COVID-19 Strategic Preparedness and Response Plan: operational planning guidelines to support country preparedness and response », 22 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.who.int/publications/i/item/draft-operational-planning-guidance-for-un-country-teams>.

- **Veiller à ce que les groupes et les personnes les plus marginalisés jouent un rôle de premier plan dans les efforts de riposte immédiate, de conception et de planification :** Les communautés les plus vulnérables et marginalisées, notamment les habitants et habitantes des bidonvilles, les personnes sans abri, les personnes déplacées, les personnes en situation de handicap, les femmes et les filles, les migrants et les réfugiés, devraient être mobilisées pour mener la riposte ou y être associées afin que les mesures soient conçues compte dûment tenu de leurs besoins.

## 2) LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX, EN PARTICULIER DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les administrations nationales pourraient promouvoir une gouvernance plus inclusive, plus collaborative et plus réactive entre les juridictions et les différents niveaux de gouvernement. Les plans de relance nationaux qui apportent le plus grand soutien possible à des mesures infranationales adaptées et qui renforcent la capacité budgétaire des collectivités locales peuvent aider les administrations locales à surmonter certaines des contraintes auxquelles elles font face. À cet effet, les mesures prioritaires ci-après pourraient être prises :

- **Garantir la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement et les juridictions infranationales :** La gouvernance inclusive et participative à plusieurs

niveaux est au cœur des mesures locales de riposte, et la collaboration entre tous les niveaux de gouvernement doit être institutionnalisée, assortie d'un dialogue cohérent avec tous les citoyens et citoyennes, en particulier les groupes marginalisés et vulnérables. Lorsque la représentation officielle des femmes est faible dans les organes de gouvernance, il convient d'envisager des structures temporaires, comme les groupes de travail sur la pandémie au niveau des villes, avec une représentation équilibrée des genres.

- **Renforcer la capacité budgétaire des collectivités locales par des politiques et des fonds dédiés dans les plans de relance :** Il pourrait s'agir d'adopter des plans de relance et des politiques qui renforcent la capacité des collectivités locales et régionales à maintenir les services publics essentiels et à lever et contrôler leurs propres fonds (par exemple, au moyen de taxes, redevances et impôts locaux), tout en tenant compte de la nécessité de prévenir toute pression financière supplémentaire sur les groupes pauvres et vulnérables.
- **Promouvoir la responsabilité et la transparence :** Des mécanismes d'application du principe de responsabilité reposant sur des données factuelles pourraient être mis en place à tous les niveaux de gouvernement chargés de la mise en œuvre des politiques relatives à la COVID-19, de manière à permettre un retour d'information direct des citoyens et citoyennes.

- **Veiller à ce que les campagnes de communication atteignent toutes les communautés urbaines :** Il pourrait s'agir de donner la priorité à des stratégies de communication efficaces et cohérentes afin de renforcer la confiance du public dans les mesures de riposte et de relance prises à tous les niveaux de gouvernement face à la COVID-19, en tenant compte des obstacles liés à l'alphabétisation, à la langue et à l'accès aux technologies.
- **Aider les collectivités locales à éviter les interruptions de services publics essentiels :** Des ressources financières suffisantes et une capacité de financement adéquate doivent être assurées pour maintenir les services publics essentiels (comme l'eau, l'assainissement, les transports, l'éducation, l'électricité). Les services essentiels devraient également comprendre les foyers d'accueil pour victimes de violence domestique et autres services de protection. Il faudrait adopter des politiques et des stratégies visant à renforcer les capacités de prestation de services publics équitables et les systèmes de transport public soucieux des différences entre les genres, ces stratégies ou politiques devant tenir compte des questions de viabilité, de sécurité, d'accessibilité, de coût et d'attrait. Des infrastructures favorisant la marche et le cyclisme en toute sécurité pourraient par exemple être mises en place. Les collectivités locales jouent aussi un rôle important dans l'appui à la recherche des contacts,

à condition que des capacités financières et humaines suffisantes soient disponibles.

### 3) LA QUÊTE D'UNE RELANCE ÉCONOMIQUE RÉSILIENTE, INCLUSIVE ET VERTE, REPOSANT SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

La renforcement de la résilience et de la durabilité des villes doit être une priorité mondiale pour l'avenir. En effet, les villes résilientes remédient aux vulnérabilités socioéconomiques sous-jacentes, recueillent des données dont elles tirent parti à des fins de planification urbaine et adoptent des mesures d'investissement dans les domaines relatifs au climat. Par exemple, des programmes d'assistance financière et des financements directs de relance pour les zones urbaines pourraient contribuer à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises locales et à créer de nouvelles chaînes d'approvisionnement plus résistantes. La protection sociale pourrait être élargie pour couvrir le secteur informel et bénéficier aux travailleuses et travailleurs migrants ainsi qu'aux personnes qui dispensent des soins avec ou sans rémunération<sup>22</sup>. Les mesures de relance économique dans les villes pourraient exploiter des solutions vertes et durables qui offrent des avantages à plus long terme, comme l'introduction de nouveaux modèles de développement urbain et le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire régénérante, réduisant les déchets et recyclant les matériaux, ce qui entraîne une réduction des coûts doublée de bienfaits pour l'environnement. À cet effet, les mesures prioritaires ci-après pourraient être prises :

<sup>22</sup> ONU-Femmes, « COVID-19 and the care economy: Immediate action and structural transformation for a gender-responsive recovery », 2020 ; OIT, « Les réponses de la protection sociale à la pandémie de COVID-19 dans les pays en développement : Renforcer la résilience grâce à la mise en place d'une protection sociale universelle », 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/Brochures/WCMS\\_747844/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/Brochures/WCMS_747844/lang--fr/index.htm).

- **Stimuler les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et favoriser un redémarrage sûr de l'activité :**  
Des mesures de stimulation et des programmes de protection sociale pourraient être adoptés pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises ainsi que les travailleuses et travailleurs de l'économie informelle (par exemple, transferts de fonds, reports d'impôts, subventions salariales, congés de maladie subventionnés, cotisations de sécurité sociale subventionnées et assurance chômage). De même, des mesures visant à numériser les économies pourraient être adoptées ou leur mise en œuvre accélérée, y compris les transferts de fonds des gouvernements aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises, ce qui offre à ces dernières un accès plus sûr et plus rapide aux versements d'aide publique par des moyens numériques. Les écosystèmes de paiement numérique pourraient être élargis afin que les microentreprises et les petites et moyennes entreprises puissent payer plus rapidement les intrants nécessaires à leurs activités. Il conviendrait également de favoriser le développement de produits financiers numériques et l'accès à ces produits, y compris le financement de la remise en état des entreprises et de leur croissance pendant la relance, ainsi que celui des assurances garantissant une protection contre les chocs futurs<sup>23</sup>. Des mesures ciblant spécialement les femmes propriétaires de microentreprises ou

de petites ou moyennes entreprises devraient être mises au point, compte tenu des obstacles plus importants que rencontrent les femmes pour obtenir des financements et les charges particulières que la présente crise font peser sur elles.

- **Stratégies de développement économique durable :** Les collectivités locales et leurs associations pourraient appliquer des stratégies participatives et adaptées au contexte pour favoriser le développement économique local et la cohésion sociale et choisir des investissements publics à fort effet multiplicateur sur l'emploi. Pareilles stratégies pourraient tenir compte de l'économie urbaine informelle et s'inscrire dans les stratégies nationales de relance économique. Les stratégies locales de développement économique peuvent également contribuer à créer des économies urbaines productives et diversifiées, et donc plus résistantes.
- Il importe que **les régimes de protection sociale bénéficient également aux plus marginalisés**, indépendamment du caractère formel ou informel de leur travail ou de leur statut migratoire, et pas exclusivement à la population active sur le marché officiel du travail.
- **Construire des villes prêtes pour l'avenir :** Les plans de relance peuvent outiller les villes pour l'avenir, s'ils sont axés sur les secteurs présentant un fort potentiel de transformation écologique et de

---

<sup>23</sup> Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), Alliance « Better Than Cash » (Mieux que de l'argent liquide), « Mettre les paiements numériques au travail à l'époque du COVID-19 », 31 mars 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.betterthancash.org/news/blogs-stories/putting-digital-payments-to-work-in-the-time-of-covid-19>.

création d'emplois (par exemple la modernisation d'édifices, les bâtiments et la construction durables, la collecte et la gestion des déchets, l'énergie urbaine renouvelable décentralisée, les systèmes alimentaires locaux et les infrastructures urbaines résistantes au climat).

- **Le double objectif de la compacité urbaine et de la lutte contre l'étalement** : Des politiques et des mesures d'incitation pourraient être mises en place pour décourager l'étalement urbain (par exemple, tarification du carbone, suppression des subventions aux combustibles fossiles qui récompensent la suburbanisation, et promotion d'une densité urbaine bien conçue qui génère des économies d'agglomération). Il convient de reconnaître que les villes compactes sont plus saines pour la planète et les populations, en particulier lorsqu'elles sont aménagées de façon à garantir un logement adéquat et des espaces verts publics<sup>24</sup> à tous les habitants et habitantes.
- **Veiller à ce que les plans de résilience soient basés sur des données ventilées** : Il conviendrait de renforcer la collecte et l'utilisation de données urbaines ventilées, ainsi que l'analyse des profils de résilience locale et la planification y afférente, en vue de mieux comprendre comment doivent s'articuler les mesures de riposte aux crises, de préparation et de relance au niveau urbain. Cela pourrait contribuer à garantir que des ressources limitées soient utilisées avec la plus grande

efficacité et efficience dans les efforts de riposte et de renforcement de la résilience.

- **Élaborer et mettre en œuvre des plans de résilience multirisques** : Des plans de préparation pourraient être mis sur pied pour les risques et catastrophes prévisibles (notamment les ouragans, les canicules et autres impacts des changements climatiques) qui risquent d'être exacerbés par les incidences de la COVID-19, et des investissements pourraient être consacrés au renforcement de la résilience multirisques.
- **Investissement massif dans l'économie des soins** : La pandémie a clairement révélé que l'économie formelle était tributaire des travaux de soins non rémunérés ou sous-rémunérés. La relance sera plus efficace, plus rapide et plus durable si les investissements financiers sont davantage consacrés à l'économie des soins, permettant ainsi à certains groupes de participer à l'emploi formel alors qu'ils ne pourraient pas le faire autrement.

---

<sup>24</sup> Par exemple, pour améliorer la purification de l'air, la résistance aux catastrophes naturelles, les loisirs et la sécurité du commerce en plein air. Voir : Jon Kher Kaw, Hyunji Lee et Sameh Wahba, *The Hidden Wealth of Cities: Creating, Financing, and Managing Public Spaces*, Washington : Banque mondiale, 2020.

# I. La lutte contre les inégalités et les déficits de développement

---

## A. IMPACTS

---

**La pandémie de COVID-19 creuse les inégalités spatiales, sociales et économiques dans les villes, créant ainsi un cercle vicieux qui rend le virus plus nocif.** Dans le monde du Nord comme dans celui du Sud, des inégalités profondément enracinées dans les villes ont eu une forte incidence sur l'échelle et la nature des impacts de la COVID-19<sup>25</sup>. La situation a clairement révélé que la vulnérabilité à la maladie dépendait de plusieurs conditions préalables : la zone de la ville où vit et travaille une personne, le genre, l'âge, les conditions sanitaires préexistantes, le niveau de revenu, le type de logement et l'accès aux services publics, tels que les installations sanitaires, les transports et l'eau potable.

Ainsi, à Londres à ce jour, les taux

d'infection par habitant dans les quartiers pauvres sont trois fois plus élevés que dans les quartiers plus riches<sup>26</sup>. À Singapour, des foyers de nouveaux cas se sont formés dans des complexes de logements pour travailleuses et travailleurs migrants à faible revenu<sup>27</sup>. À New York (États-Unis d'Amérique), les données révèlent que les quartiers les plus pauvres et ceux où le nombre moyen de personnes par ménages est le plus élevé sont plus susceptibles de connaître un fort taux d'infections par habitant, et que les quartiers à forte concentration de résidents noirs et latinos sont également touchés de manière disproportionnée<sup>28</sup>.

Le milliard d'habitants de bidonvilles dans le monde est également exposé à des risques

---

25 OCDE, « Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19) », consultable à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-mesures-adoptees-par-les-villes-face-au-covid-19-aebdbf1c/> ; Du, King et Chanchani, « Tackling Inequality in Cities is Essential for Fighting COVID-19 », consultable à l'adresse suivante : <https://www.wri.org/blog/2020/04/coronavirus-inequality-cities>.

26 *The Conversation*, « The coronavirus pandemic is already increasing inequality », 10 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://theconversation.com/the-coronavirus-pandemic-is-already-increasing-inequality-135992>.

27 ONU-Habitat, « How Life in Our Cities Will Look After the Coronavirus Pandemic », 4 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org/how-life-in-our-cities-will-look-after-the-coronavirus-pandemic>.

28 Ville de New York City, Département de la santé, <https://www1.nyc.gov/assets/doh/downloads/pdf/imm/covid-19-deaths-race-ethnicity-04082020-1.pdf> et New York Times, « New York City Coronavirus Map and Case Count », consultable à l'adresse suivante : <https://www.nytimes.com/interactive/2020/nyregion/new-york-city-coronavirus-cases>.

plus sévères, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est et du Sud-Est, où respectivement 23 % et 36 % de la population urbaine mondiale vit dans des bidonvilles<sup>29</sup>. La pauvreté et la marginalisation se cumulent dans les bidonvilles et les quartiers pauvres, perpétuant d'autres formes d'inégalités socioéconomiques, politiques ou culturelles, ce qui augmente encore les risques auxquels sont exposés les habitants de ces zones.

**La crise mondiale du logement urbain a aggravé la pandémie et été aggravée par la pandémie.** À une époque où l'accès universel à un logement convenable est une défense de première ligne contre le coronavirus<sup>30</sup>, près de 1,8 milliard de personnes vivent dans des logements surpeuplés ou inadéquats, des taudis ou des conditions qui s'y apparentent, voire sans abri, encourageant ainsi des risques aigus d'exposition. Les mesures de prévention générales, telles que le confinement et la distanciation physique, sont plus difficiles à appliquer dans des conditions de surpeuplement<sup>31</sup>.

**L'accès limité aux soins de santé et aux services de base en milieu urbain compromet les mesures de riposte à la COVID-19.** Cette réalité est particulièrement évidente dans les quartiers urbains défavorisés et parmi la catégorie des sans-

abri. De nombreux logements dans les établissements informels et les bidonvilles n'ont pas accès à l'eau et ne sont pas équipés d'installations sanitaires, ce qui rend extrêmement difficile le lavage des mains sûr et régulier. N'ayant généralement pas de raccordement direct, ceux qui ne bénéficient pas d'un approvisionnement en eau adéquat doivent se tourner vers des bornes-fontaines, des puits ou autres trous de forages, des kiosques ou des vendeurs d'eau, qui peuvent être considérablement plus chers<sup>32</sup>. Ainsi, les habitantes et habitants des bidonvilles de Nairobi paient jusqu'à 25 fois plus pour l'eau que ce que facture la compagnie des eaux de la ville<sup>33</sup>. Les sans-abri sont souvent face à un choix précaire entre dormir à l'extérieur (où l'accès à l'eau et à l'assainissement, aux soins de santé et autres services est limité) ou dans un abri, qui peut être surpeuplé et rendre impraticable la distanciation physique<sup>34</sup>.

**L'accès aux espaces publics urbains est inégalement réparti malgré son importance dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.** Ce problème se pose avant tout dans les quartiers pauvres et à faibles revenus. Moins de la moitié de la population mondiale est en mesure d'accéder à pied à des espaces publics ouverts dans un rayon de 400 mètres du domicile<sup>35</sup>.

<sup>29</sup> <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/goal-11>.

<sup>30</sup> HCDH, « COVID-19 Guidance Note: Protecting residents of informal settlements », 23 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/SR\\_housing\\_COVID-19\\_Guidance\\_informal\\_settlements.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/SR_housing_COVID-19_Guidance_informal_settlements.pdf).

<sup>31</sup> HCDH, « Protecting the right to housing in the context of the COVID-19 outbreak », consultable à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Housing/Pages/COVID19RightToHousing.aspx>.

<sup>32</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et ONU-Eau, *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2019: Ne laisser personne pour compte*, 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367305>.

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> HCDH, « COVID-19 Guidance Note: Protecting those living in homelessness », 28 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/SR\\_housing\\_COVID-19\\_guidance\\_homeless.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/SR_housing_COVID-19_guidance_homeless.pdf).

<sup>35</sup> Point annuel sur les objectifs de développement durable : Rapport du Secrétaire général, consultable à l'adresse suivant : <https://undocs.org/fr/E/2020/57>.

Les espaces publics sont indispensables pour réduire le stress, améliorer la santé mentale et le bien-être, favoriser le développement des enfants et permettre la mise en place d'installations temporaires. La pandémie a révélé de grandes carences en matière d'accessibilité, de souplesse, de conception, de gestion, d'entretien et de connectivité des espaces publics<sup>36</sup>.

**La pandémie met en évidence les inégalités qui sous-tendent la fracture numérique.** De nombreux ménages, écoles et quartiers dans des zones urbaines déjà défavorisées ne peuvent pas accéder à

l'enseignement à distance, à la télémédecine ni au télétravail en raison d'une connectivité Internet faible, absente ou d'un coût inabordable ou du manque d'ordinateur<sup>37,38</sup>. En conséquence, de nombreuses personnes sont acculées à quitter leur domicile pour aller travailler ou bénéficier de services. Fin 2019, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estimait qu'environ 3,6 milliards de personnes étaient encore hors ligne. Le manque d'accès est beaucoup plus criant dans les pays les moins avancés où, en moyenne, seulement deux personnes sur dix sont en ligne<sup>39</sup>.

---

36 ONU-Femmes, « COVID-19 and ensuring safe cities and safe public spaces for women and girls », consultable à l'adresse suivante : <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/05/brief-covid-19-and-ensuring-safe-cities-and-safe-public-spaces-for-women-and-girls> ; Kaw, Lee et Sameh, *Hidden Wealth of Cities*, 2020.

37 Wamuyu, « Bridging the digital divide among low income urban communities. Leveraging use of Community Technology Centers », *Telematics and Informatics*, vol. 34, n° 8, décembre 2017, p. 1709-1720 ; consultable à l'adresse suivante : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32343670>.

38 GSMA, *The Mobile Gender Gap Report 2020*, consultable à l'adresse suivante : <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/05/GSMA-The-Mobile-Gender-Gap-Report-2020.pdf>.

39 « New ITU data reveal growing Internet uptake but a widening digital gender divide », 5 novembre 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://www.itu.int/en/mediacentre/Pages/2019-PR19.aspx>.

## LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX MESURES DE PRÉVENTION, DE RIPOSTE ET DE RELANCE RELATIVES À LA PANDÉMIE DE COVID-19



**24 %**  
de la population urbaine vit dans des bidonvilles et des établissements informels

À l'échelle mondiale, environ un **milliard de personnes** vivent dans des bidonvilles ou des établissements informels manquant souvent d'accès fiable et d'un coût abordable à de multiples services publics ou à un logement adéquat.

Source : <https://undocs.org/fr/E/2020/57>.



**Flambées de COVID-19 dans les établissements informels**

À Mumbai, à la mi-avril 2020

**30 %** des zones de confinement désignées— (soit les foyers épidémiques importants) se situaient dans des bidonvilles, et 60 % se trouvaient à moins de 100 mètres d'un établissement informel.

Source : <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2020/04/16/are-slums-more-vulnerable-to-the-covid-19-pandemic-evidence-from-mumbai>.



### Eau et assainissement

En 2017, **29 %** de la population mondiale (2,2 milliards de personnes) n'avaient pas accès à une eau potable gérée de manière sûre et 55 % (4,2 milliards de personnes) n'avaient pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre\*. À l'échelle urbaine dans les pays à faible revenu, seuls 27 % de la population urbaine bénéficient de services d'eau potable gérés de manière sûre\*\*, et seuls 20 % de la population urbaine en Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Nord) bénéficient de services d'assainissement gérés de manière sûre\*\*\*.

Sources :

\* Point annuel sur les objectifs de développement durable : Rapport du Secrétaire général, consultable à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/E/2020/57>.

\*\* <https://data.worldbank.org/indicator/SH.H2O.SMDW.UR.ZS>.

\*\*\* <https://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.SMSS.UR.ZS>.

### Face au fort impact régional de la pandémie de COVID-19, il faut des formes de gouvernance et des politiques différenciées

En France, **37 %** des cas confirmés étaient concentrés en Île-de-France en avril 2020. Pour répartir plus également la charge des soins médicaux, le Gouvernement français a fait transférer des patients des régions les plus touchées vers les régions les moins touchées.

Source : <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-territorial-impact-of-covid-19-managing-the-crisis-across-levels-of-government-d3e314e1>.

Au Nigéria, **38 %** des cas étaient concentrés à Lagos en juillet 2020. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États ont pris des mesures complémentaires d'allègement fiscal.

Source : <https://covid19.ncdc.gov.ng/report>.

---

## B. SOLUTIONS ET ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

---

**Les pouvoirs publics pourraient mettre au point des mesures adaptées aux quartiers à haut risque en tenant compte des disparités spatiales constatées dans les effets de la pandémie de COVID-19 et dans la résilience en milieu urbain.** La participation des populations les plus vulnérables et les plus marginalisées, y compris les personnes déplacées d'un pays à l'autre, les migrants et les réfugiés, en tant que partenaires dans la riposte, peut contribuer à garantir qu'elles pourront bénéficier des mesures d'assistance sans crainte de conséquences négatives. Il est indispensable d'établir, à partir de données ventilées, des cartes des zones de vulnérabilité au virus et des foyers d'infection au niveau infranational et dans les villes. Ainsi, en Afrique du Sud, la province du Gauteng a engagé des experts universitaires pour tracer des cartes des populations vivant dans des zones vulnérables et des établissements informels, ainsi que des groupes touchés par l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité au virus<sup>40</sup>.

**Des solutions novatrices à court terme aux problèmes des logements inadéquats ou d'un coût inabordable, du surpeuplement et du sans-abrisme pourraient former le point de départ de réformes dans les politique** et de solutions structurelles, **qui font depuis trop longtemps défaut.** À court terme, les sans-abri doivent avoir accès à un abri temporaire pour pratiquer la distanciation physique, l'auto-quarantaine, l'auto-isolement et recevoir des soins. Les administrations à tous les niveaux doivent donner des directives claires interdisant ou reportant les expulsions de toute résidence

principale ou de tout terrain pour tous les habitants et habitantes, quel que soit leur statut migratoire ou le caractère formel ou informel de leur logement. Pour éviter à quiconque de perdre son domicile, les pouvoirs publics pourraient envisager de créer des fonds d'urgence (y compris des transferts en espèce) et de travailler avec le secteur bancaire et financier pour suspendre le remboursement des prêts hypothécaires, ainsi que des mesures de soutien aux loyers.

Les collectivités locales de Bogota, Montréal (Canada), Vienne, et Barcelone et Valence (Espagne) ont, par exemple, mis des logements d'urgence à la disposition des personnes sans domicile, Valence et Barcelone s'étant associées au secteur privé pour mobiliser des unités de logement vacantes<sup>41</sup>. À moyen et long terme, des investissements publics à grande échelle dans le logement à un coût abordable et accessible et dans l'amélioration des taudis sont essentiels pour surmonter la pénurie de logements. De tels investissements peuvent également soutenir une relance économique à forte intensité de main-d'œuvre, assurer la sécurité des régimes d'occupation des logements et élargir la couverture en matière d'eau et d'assainissement.

**L'accès aux services publics essentiels est la clé d'une riposte efficace à la COVID-19, de la relance et du renforcement de la résistance aux crises futures dans les villes.** Les efforts des collectivités locales sont essentiels pour garantir l'accès aux services publics, en particulier pour les pauvres des villes, les habitants et habitantes des bidonvilles, les sans-abri et d'autres groupes vulnérables.

---

<sup>40</sup> <https://www.gcro.ac.za>.

<sup>41</sup> [https://www.uclg.org/sites/default/files/fra\\_briefing\\_housing\\_11e.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/fra_briefing_housing_11e.pdf).

Cela est particulièrement important pour les services qui sont indispensables pour faire face à la crise (comme l'eau et l'électricité). Par exemple, pour favoriser des pratiques efficaces de lavage des mains et d'hygiène et ralentir la propagation du virus, il convient d'éviter les coupures de service pour les consommateurs défaillants, réduire les tarifs de l'eau ou fournir de l'eau gratuitement.

Certaines villes ont mis en place des stations de lavage des mains dans les lieux publics et les institutions pour les habitants et habitantes qui n'ont pas accès à l'eau ou aux installations sanitaires. À Nakuru (Kenya), les stations de lavage des mains dans les établissements informels sont permanentes et reliées aux réseaux d'eau municipaux, ce qui garantit une arrivée d'eau pérenne pour le lavage des mains<sup>42</sup>. Les frais relatifs au transport de l'eau par camion et au remplissage des réservoirs de 1 000 litres ont été supprimés. Les jeunes de la municipalité s'occupent de l'entretien des stations, ce qui crée ainsi des possibilités d'emploi.

**L'accès équitable aux services de santé aide à protéger des vies.** Les gouvernements à tous les niveaux peuvent appliquer des mesures pour garantir aux pauvres et aux groupes vulnérables des zones urbaines un accès gratuit ou à faible coût aux articles de protection, aux tests de dépistage et aux traitements. Par exemple,

les collectivités locales d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Johannesburg (Afrique du Sud) et de Lagos (Nigéria) ont livré des produits sanitaires et des articles de prévention aux communautés, aux travailleuses et travailleurs sociaux et aux établissements de santé, parfois en les distribuant de porte à porte<sup>43</sup>. Les populations des quartiers à faible revenu et des établissements informels disposent souvent de réseaux et de structures bien établis aux moyens desquels il est possible de décentraliser la distribution des ressources essentielles.

Les administrations à tous les niveaux ainsi que les responsables de la santé peuvent se coordonner avec les hôpitaux pour assurer une répartition efficace de la charge des traitements contre la COVID-19, et empêcher ainsi l'engorgement des hôpitaux des quartiers pauvres. La construction d'hôpitaux temporaires d'urgence et la conversion des structures existantes peuvent également augmenter les capacités d'accueil. À New York (États-Unis), des hôpitaux temporaires ont permis d'augmenter le nombre de lits, qui est passé d'environ 53 000 à 90 000 à l'échelle de l'État<sup>44</sup>.

De nombreuses autres villes, telles que Jakarta, Sao Paulo (Brésil), Wuhan (Chine) et Londres, ont construit des hôpitaux d'urgence et converti des installations existantes pour renforcer les capacités pendant la flambée de contagion<sup>45</sup>.

42 ONU-Habitat, « Youth lead the way in preventing COVID-19 spread in Kenya's informal settlements », 12 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org/youth-lead-the-way-in-preventing-covid-19-spread-in-kenya%E2%80%99s-informal-settlements>.

43 ONU-Habitat, UNCDF, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), Commission économique pour l'Afrique (CEA), *La COVID-19 dans les villes africaines – Impacts, ripostes et recommandations politiques*, 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/07/covid-19\\_in\\_african\\_cities\\_impacts\\_fr\\_3.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/07/covid-19_in_african_cities_impacts_fr_3.pdf).

44 Paul Sonne et Missy Ryan, *The Washington Post*, « As beds go unfilled, states scale back Army Corps makeshift hospitals », 25 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.washingtonpost.com/national-security/as-beds-go-unfilled-states-scale-back-army-corps-makeshift-hospitals/2020/04/24/4570fb5c-8404-11ea-9728-c74380d9d410\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/national-security/as-beds-go-unfilled-states-scale-back-army-corps-makeshift-hospitals/2020/04/24/4570fb5c-8404-11ea-9728-c74380d9d410_story.html).

45 The Jakarta Post, « Jakarta's emergency hospital for COVID-19 open for business », consultable à l'adresse suivante : <https://www.thejakartapost.com/news/2020/03/23/jakartas-emergency-hospital-for-covid-19-open-for-business.html> ; Ryan Pickerell, Business Insider, « Wuhan is scrambling to fill 11 sports centers, exhibition halls, and other local venues with over 10,000 beds to create makeshift coronavirus hospitals », 4 février 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.businessinsider.com/wuhan-sports-stadiums-makeshift-coronavirus-hospitals-2020-2> ; BBC News, « Coronavirus: Field hospitals treating patients around world », 30 mars 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-52089337>.

**Interventions ciblées au bénéfice des groupes vulnérables.** Conscients des disparités concernant les risques d'exposition au virus et l'impact de la pandémie, certains gouvernements ont mis au point des mesures spécialement axées sur les groupes vulnérables. Par exemple, à Pune (Inde), un collectif de ramasseurs et ramasseuses de déchets a distribué des gants et des masques aux ramasseurs de déchets du secteur informel<sup>46</sup>. Dans de nombreuses villes, les ramasseurs et ramasseuses de déchets du secteur informel apportent une contribution importante à la gestion des déchets et sont exposés

à un risque élevé pendant la pandémie car ils n'ont pas de protection adéquate. À Gaziantep (Turquie), la coordination avec les organisations de la société civile a été essentielle pour surmonter les barrières liées à l'illettrisme et à la langue dans la mise en œuvre des mesures de soutien aux réfugiés face à la COVID. Parallèlement, à Quito, la ville a collaboré avec des associations locales de migrants pour s'assurer que les mesures de riposte à la pandémie tenaient compte de leurs besoins, tandis que la ville a également coopéré avec des entreprises locales pour permettre aux migrants résidents de bénéficier de l'assistance sociale<sup>47</sup>.

---

<sup>46</sup> Silpa Kaza, « Waste workers are protecting our communities during COVID-19 », 9 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/sustainablecities/waste-workers-are-protecting-our-communities-during-covid-19>.

<sup>47</sup> [https://www.uclg.org/sites/default/files/eng\\_briefing\\_1le\\_migration\\_0.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/eng_briefing_1le_migration_0.pdf) (communiqué de presse en français : [https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg\\_un-habitat\\_1le\\_press\\_release\\_migration.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg_un-habitat_1le_press_release_migration.pdf)).

---

## POLITIQUES ET SOLUTIONS INNOVANTES POUR UNE PROTECTION ÉQUITABLE CONTRE LA COVID-19 ET UNE RELANCE ÉQUITABLE EN MILIEU URBAIN

---

### Mesures de soutien à l'accès au logement

---

#### Aide au paiement des loyers

- Yokohama (Japon), Vila Nova de Famalicao (Portugal)

#### Réduction du loyer des logements publics

- Addis Ababa (Éthiopie), Lisbonne (Portugal)

#### Moratoire temporaire sur les expulsions pendant la crise

- New York et San Francisco (États-Unis d'Amérique)

#### Report de paiement des loyers

- Chicago et San Francisco (États-Unis d'Amérique), Paris, Lisbonne et Sintra (Portugal)

#### Fourniture d'un hébergement temporaire aux victimes de violence domestique

- Namur (Belgique), Paris (France)

#### Fourniture d'un abri temporaire aux sans-abri et aux groupes fragiles

- New York et Los Angeles (États-Unis d'Amérique), Toronto (Canada), Bilbao (Espagne), Paris, Londres, Bratislava)

#### Hébergement d'urgence dans des unités de logement vacantes au bénéfice de personnes à risque social

- Barcelone et Valence (Espagne)

**Sources** : La plupart des exemples sont basés sur l'analyse faite par ONU-Habitat d'une enquête de l'OCDE sur le suivi des mesures de riposte à la COVID-19 prises par plus de 40 villes, consultable à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-mesures-adoptees-par-les-villes-face-au-covid-19-aebdbf1c/> ; [https://www.uclg.org/sites/default/files/fra\\_briefing\\_housing\\_11e.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/fra_briefing_housing_11e.pdf).

### Mesures appliquées pour améliorer la prestation de services de base et l'accès à ces services

---

#### Approvisionnement en eau des quartiers défavorisés

- Mexico, Buenos Aires, Lima, Freetown (Jamaïque), Nairobi et Nakuru (Kenya), Dakar, Costa Rica

#### Restauration du service des eaux

- Chicago (États-Unis)

#### Suppression des redevances sur l'eau

- Alora (Espagne), Lima (Pérou)

#### Exonération partielle des redevances de l'eau, de l'assainissement et du ramassage des déchets urbains

- Oakland (États-Unis d'Amérique), Porto et Braga (Portugal), Machakos (Kenya)

#### Collecte des déchets solides

- Kingston (Jamaïque), Lima (Pérou)

**Source** : OIT, « La crise du COVID-19 et l'économie informelle : réponses immédiates et défis à relever », 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_745440.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf).

# II. Le renforcement des capacités des acteurs locaux, en particulier des collectivités locales

---

## A. IMPACTS

---

**La pandémie de COVID-19 a mis en exergue le rôle déterminant que jouent les collectivités locales en tant qu'intervenantes de première ligne dans la riposte aux crises, la relance et la reconstruction.** Cela tient à leur fonction de premier plan dans la fourniture de services, l'investissement dans les infrastructures et la mobilisation des habitantes et habitants des villes. Les mesures prises par les collectivités locales pour sauver des vies ont été déterminantes face aux risques sanitaires immédiats. Elles ont notamment cherché et suivi les contacts, mis sur pied des installations sanitaires et des dispositifs de quarantaine et d'isolement supplémentaires et distribué des articles et de la nourriture aux populations et ménages vulnérables. Elles ont également joué un rôle clé dans le soutien aux entreprises et aux commerces locaux en allégeant les frais de service et les impôts.

**La pandémie de COVID-19 a considérablement réduit les revenus des collectivités locales et territoriales et restreint leurs budgets,** en raison de la fermeture des entreprises locales imposables et de l'imprévisibilité et de l'insuffisance des versements des gouvernements nationaux. Les collectivités locales et régionales qui dépendent principalement des impôts, des redevances d'utilisation, des droits et des revenus des actifs pourraient voir leurs budgets nettement plus perturbés que celles qui reçoivent (également) des versements du gouvernement national<sup>48</sup>.

Dans bien des cas, ces effets perdureront au-delà des premiers stades de la pandémie. Ainsi par exemple aux États-Unis, le déficit total du budget des États est estimé à 10 % pour l'année fiscale en cours et il est estimé qu'il passera à environ 25 % pendant l'année fiscale 2021<sup>49</sup>. Parallèlement, en Afrique, les collectivités locales essuient des pertes pouvant atteindre 60 % de leurs revenus<sup>50</sup>.

---

48 OCDE, « L'impact territorial du Covid-19 : Gérer la crise entre niveaux de gouvernement », 16 juin 2020, consultable à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/l-impact-territorial-du-covid-19-gerer-la-crise-entre-niveaux-de-gouvernement-2596466b/>.

49 Center on Budget and Policy Priorities, « States Grappling With Hit to Tax Collections », consultable à l'adresse suivante : <https://www.cbpp.org/research/state-budget-and-tax/states-grappling-with-hit-to-tax-collections>.

50 ONU-Habitat, « La COVID-19 dans les villes africaines », consultable à l'adresse suivante : [https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/07/covid-19\\_in\\_african\\_cities\\_impacts\\_fr\\_3.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/07/covid-19_in_african_cities_impacts_fr_3.pdf).

S'il est certain que les budgets des collectivités locales du monde entier se ressentiront de l'impact de la COVID-19, il y a de grandes disparités entre leurs différentes situations financières et capacités. Les contraintes financières sont exacerbées par le coût de la riposte à la crise et la nécessité de réallouer des fonds initialement destinés à d'autres rubriques. La baisse de la productivité, de la consommation et des revenus des entreprises urbaines aura également une incidence sur les recettes fiscales à l'échelle nationale.

**La crise a également démontré le pouvoir de la communauté,** et l'importance de la solidarité et des filets de sécurité sociale pour ce qui est d'atténuer l'impact de ces chocs. Par exemple, la municipalité de Sfax (Tunisie), en collaboration avec l'association Terre d'asile Tunisie, a lancé un appel à la solidarité envers les groupes locaux de migrants et de réfugiés<sup>51</sup>. Les mesures d'endiguement de l'épidémie ont frappé particulièrement durement les migrants et les réfugiés, dont beaucoup ont perdu leurs sources de revenus<sup>52</sup>.

**La capacité des collectivités locales à fournir des services et des infrastructures essentiels est mise à rude épreuve.** La baisse des recettes des collectivités locales pourrait mettre en péril des investissements cruciaux dans les infrastructures urbaines, ce qui entraînerait des réductions des services publics et saperait les efforts plus larges en matière de développement urbain durable. La planification et les

investissements indispensables pour se préparer aux futurs chocs liés aux changements climatiques et à la santé publique seront sévèrement touchés. Cette situation est particulièrement difficile pour les quartiers mal desservis et pour les segments de la population qui sont fortement tributaires des services publics. Il existe également un risque important que, pour les années à venir, la pandémie compromette la capacité des collectivités locales à assurer les services de base, à investir dans les infrastructures sociales et à moderniser des infrastructures essentielles.

La COVID-19 a déjà eu maintes répercussions sur les services municipaux. Par exemple, de nombreuses villes ont peine à assurer la gestion et le ramassage des ordures en raison de la réduction des opérations et de la réaffectation des ressources disponibles, de l'augmentation du volume des déchets médicaux et des déchets plastiques à usage unique produits par la livraison à domicile ou la vente à emporter des denrées alimentaires. Dans ce contexte, certaines municipalités, comme Albuquerque et Bellingham (toutes deux aux États-Unis)<sup>53</sup>, ont suspendu l'interdiction des sacs en plastique ou d'autres restrictions concernant les plastiques à usage unique. Par ailleurs, les interruptions des services de transport public sont particulièrement problématiques pour les personnes qui ne peuvent pas travailler à domicile et qui,

---

51 <https://www.citiesforglobalhealth.org/initiatives/gov/187>.

52 Organisation des Nations Unies, « Note de synthèse sur la COVID-19 et les personnes en situation de déplacement », consultable à l'adresse suivante : [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_brief\\_c19\\_people\\_on\\_the\\_move\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_brief_c19_people_on_the_move_french.pdf).

53 Gillian Flaccus, AP, « Pandemic deals blow to plastic bag bans, plastic reduction », 8 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://apnews.com/b58cd897fb1275d8a4bdcb29528b4cce>.

du fait de la ségrégation spatiale, consacrent plus de temps et d'argent aux déplacements entre leur domicile et leur lieu travail.

**La pandémie a également amené les collectivités locales à trouver des solutions innovantes pour riposter à la COVID-19 et assurer les services.**

De nombreux pays ont recouru à des outils numériques pour suivre et contenir

la propagation du virus, mener des campagnes d'information et de sensibilisation et fournir des services essentiels aux citoyennes et citoyens. Par exemple, Dubaï (Émirats arabes unis) a introduit une stratégie de dématérialisation consistant à créer des cartes d'identité nationale numériques permettant aux citoyens, résidents et visiteurs d'accéder à 5 000 services publics et privés<sup>54</sup>.

---

<sup>54</sup> Mohammed Soliman, « COVID-19 and the digital landscape in the Gulf », 13 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.mei.edu/publications/covid-19-and-digital-landscape-gulf>.

## IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LES SERVICES PUBLICS

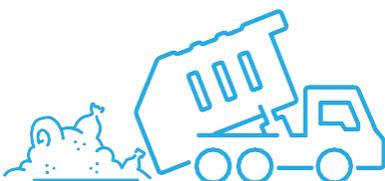


Selon les estimations, **en raison de la pandémie de COVID-19**, les recettes des collectivités locales seront **réduites de 15 à 25 %**

**en 2021**, ce qui compromettra la prestation de services publics, les investissements dans les infrastructures et le développement urbain durable.

Source :

<https://blogs.worldbank.org/sustainablecities/cities-are-front-lines-covid-19>.



### Augmentation du volume de déchets

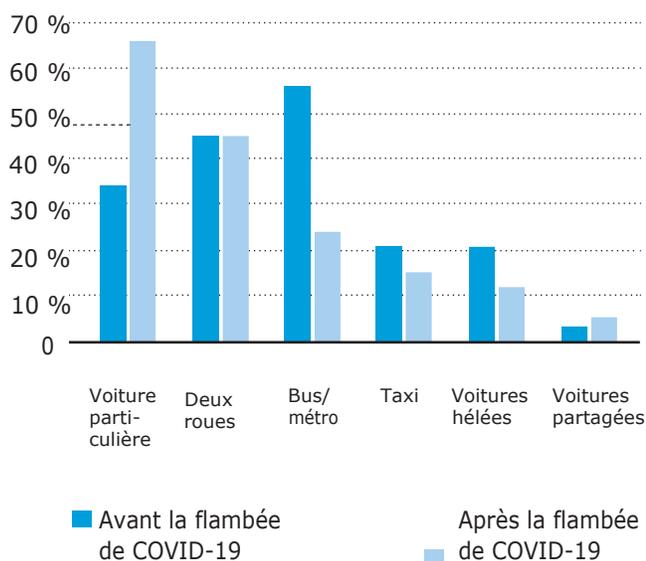
Dans la province chinoise du Hubei, les mesures de riposte à la COVID-19 ont entraîné une **augmentation de 600 % volume de déchets médicaux (de 40 à 240 tonnes par jour)**.

Dans le même temps, d'autres villes asiatiques ont également enregistré de fortes hausses du volume de déchets, notamment 1 317 tonnes supplémentaires par jour produites en avril à Bangkok, 280 tonnes supplémentaires par jour à Manille, 212 tonnes supplémentaires par jour à Jakarta, 154 tonnes par jour à Kuala Lumpur et 160 tonnes par jour à Hanoï.

Source : Banque asiatique de développement, 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.adb.org/publications/managing-medical-waste-covid19>.



En Chine, l'usage des transports publics a baissé pendant et après la flambée de COVID-19, tandis que l'usage des voitures particulières s'est accru.



Source : 13 IPSOS, « Impact of Coronavirus, Survey of 1,620 consumers in China » (mars 2020).



En Thaïlande, la pandémie de COVID-19 et le confinement qui en a résulté ont entraîné une énorme augmentation du volume des déchets en plastique. Selon l'Institut thaïlandais de l'environnement, la quantité moyenne de déchets plastiques est passée de 2 120 tonnes par jour en 2019 à environ 3 440 tonnes par jour entre janvier et avril 2020. Rien qu'au mois d'avril, la hausse était de presque **62 %**.

Source : <http://www.tei.or.th/en/index.php>.

## B. SOLUTIONS ET ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

**Les administrations nationales pourraient promouvoir une gouvernance plus inclusive, plus collaborative et plus réactive entre les juridictions et les différents niveaux de gouvernement afin de lutter efficacement contre la pandémie de COVID-19.**

La coordination entre tous les niveaux de gouvernement garantirait la cohérence des politiques, soutiendrait les systèmes sanitaires locaux de première ligne et permettrait d'assurer la fourniture en temps utile d'assistance aux populations vulnérables, marginalisées et pauvres. Il importe que les dirigeantes et dirigeants des collectivités locales et régionales et surtout des gouvernements nationaux prennent des décisions fortes pour affronter et surmonter la pandémie, puis lancer dans les villes de meilleures dynamiques de long terme.

**En adoptant des plans de relance qui optimisent l'appui aux mesures infranationales ciblées et renforcent la capacité budgétaire des collectivités locales, les gouvernements nationaux peuvent contribuer à garantir que les mesures de riposte et de relance soient adaptées au contexte local.** Cela permettra de maintenir les services essentiels des collectivités locales, de renforcer la résilience et l'état de préparation, et de soutenir les stratégies de relance locale qui font progresser vers la réalisation des objectifs de

développement durable et préviennent les risques de recul par rapport aux engagements pris en matière d'action climatique et de protection des droits humains, y compris en matière d'égalité des genres.

L'appui aux collectivités locales pourrait atténuer les incidences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie dans les villes. Il est clairement nécessaire de se concentrer sur des approches décentralisées de la riposte à la COVID-19 et d'assurer aux collectivités locales des capacités budgétaires suffisantes pour maintenir des services publics essentiels qui soient accessibles et d'un coût abordable pour tous les citoyens et citoyennes, et pour investir dans des systèmes plus résilients. En Allemagne, le plan de relance budgétaire du gouvernement national, d'un montant de 130 milliards d'euros, comprend des crédits de 25 milliards d'euros alloués au soutien des municipalités, dont 8 milliards d'euros visant à compenser la baisse des recettes des impôts locaux prélevés sur les entreprises<sup>55</sup>.

**En collaborant avec la société civile, les collectivités locales peuvent gagner en transparence et favoriser une participation effective des citoyens et citoyennes à leurs mesures de riposte à la pandémie.** La collaboration avec les habitantes et habitants, les organisations de quartier, les responsables communautaires, les spécialistes de la santé et des politiques et le secteur privé s'est avérée essentielle pour instaurer la confiance nécessaire à l'application des mesures sanitaires et à la mise au point de solutions novatrices

<sup>55</sup> OCDE, « L'impact territorial du Covid-19 : Gérer la crise entre niveaux de gouvernement », 16 juin 2020, consultable à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/l-impact-territorial-du-covid-19-gerer-la-crise-entre-niveaux-de-gouvernement-2596466b/>.

face à la COVID-19. De même, les gouvernements pourraient investir dans la transparence et dans des stratégies de communication efficaces pour renforcer l'application du principe de responsabilité et la confiance du public dans la riposte à la pandémie.

**En collaborant avec la société civile, les collectivités locales peuvent gagner en transparence et favoriser une participation effective des citoyens et citoyennes à leurs mesures de riposte à la pandémie.**

La collaboration avec les habitantes et habitants, les organisations de quartier, les responsables communautaires, les spécialistes de la santé et des politiques et le secteur privé s'est avérée essentielle pour instaurer la confiance nécessaire à l'application des mesures sanitaires et à la mise au point de solutions novatrices face à la COVID-19. De même, les gouvernements pourraient investir dans la transparence et dans des stratégies de communication efficaces pour renforcer l'application du principe de responsabilité et la confiance du public dans la riposte à la pandémie.

**Les stratégies de communication doivent contrecarrer la désinformation et la désinformation,**

qui continuent à se propager principalement à travers les médias sociaux et les services de messagerie cryptés. Elles devraient viser à garantir que des informations correctes parviennent aux populations vulnérables et à risque, notamment les personnes en situation de handicap, les peuples autochtones, les migrants et les réfugiés,

et soient diffusées dans des formats accessibles. Pour que les politiques soient efficaces et pertinentes pour tous les résidents urbains, il est essentiel d'inclure les femmes, les personnes âgées, des personnes d'orientations sexuelles et d'identités de genre diverses et les personnes handicapées dans la planification des interventions et la prise de décision. Les interventions et mesures d'urgence telles que les plans de relance exigent également des dispositifs d'application du principe de responsabilité plus rigoureux dans les organisations publiques qui obtiennent et allouent des ressources publiques. La perte de confiance qui fait suite à des malversations dans la distribution des fonds publics peut également éroder l'adhésion du public aux mesures sanitaires nécessaires pour ralentir la propagation du virus.

**La continuité des services publics essentiels dans les villes devrait être une priorité des collectivités locales.**

Cela est particulièrement important pour les soins de santé et les services d'importance immédiate pour la prévention et la gestion de la COVID-19. Éviter les perturbations dans les services de gestion des déchets contribuera également à éviter les risques supplémentaires pour la santé publique causés par une mauvaise gestion des déchets.

**Les transports publics restent vitaux, en particulier pour les pauvres et les groupes vulnérables des villes**

qui doivent continuer à se rendre au travail et à accéder aux services essentiels. Même avant la pandémie, seule la moitié environ de la population urbaine mondiale avait un accès pratique aux transports publics<sup>56</sup>.

<sup>56</sup> Point annuel sur les objectifs de développement durable : Rapport du Secrétaire général, consultable à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/E/2020/57>.

Si rien n'est fait contre la baisse de la fréquentation et la stigmatisation des transports publics en raison des risques sanitaires perçus pendant la pandémie, celles-ci pourraient compromettre la transition mondiale vers des transports durables et accessibles, entraver les progrès dans la lutte contre les crises liées au climat et à la pollution atmosphérique, et avoir des répercussions économiques désastreuses.

Des mesures visant à numériser les paiements versés aux professionnels de la santé pour remplacer les paiements en espèces, qui sont souvent lents, imprécis et comportent des risques de pots-de-vin, de fraude et de vol avec violence après le versement, se sont révélées très efficaces lors de précédentes crises sanitaires (notamment la maladie à virus Ebola). Ces mesures peuvent renforcer le personnel sanitaire, décourager l'absentéisme et aider les travailleuses et travailleurs sanitaires à effectuer des tâches extrêmement dangereuses pendant la pandémie, au service de leurs

communautés. Ces mesures peuvent également permettre de réaliser des économies et des gains d'efficacité au regard des budgets des services de santé qui sont fortement sollicités<sup>57</sup>. Par rapport aux paiements en espèces, le paiement numérique des employés peut également favoriser l'autonomisation économique des femmes, notamment en ce qui concerne les décisions relatives aux dépenses du ménage.

À plus long terme, **il est urgent de remédier aux déficiences des services publics dans de nombreuses villes**, qui se sont aggravées sous l'effet d'années de désinvestissement et, dans bien des cas, de privatisation mal gérée des services publics. La numérisation de la prestation de services peut améliorer à la fois l'accessibilité et l'efficacité des services. Il faudra cependant éviter de négliger davantage les besoins des pauvres et des groupes vulnérables, en veillant à leur offrir un accès équitable et sûr à la technologie numérique et à Internet.

---

<sup>57</sup> Alliance « Better Than Cash » (Mieux que de l'argent liquide), « Saving Money, Saving Lives: A Case Study on the Benefits of Digitizing Payments to Ebola Response Workers in Sierra Leone », 18 mai 2016, consultable à l'adresse suivante : <https://www.betterthancash.org/tools-research/case-studies/saving-money-saving-lives-a-case-study-on-the-benefits-of-digitizing-payments-to-ebola-response-workers-in-sierra-leone>.

---

## DES POLITIQUES ET DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LES SERVICES PUBLICS

---



### Subventions et transferts intergouvernementaux

En mars 2020, en Chine, **83 %** des cas confirmés étaient concentrés dans la province de l'Hubei. Le gouvernement central a alloué à la province du Hubei 35 milliards de yuans sous forme de subventions générales à utiliser à la discrétion du gouvernement de la province, conformément aux orientations nationales. Toujours en mars 2020, en Corée du Sud, 71 % des cas confirmés étaient concentrés dans la ville de Daegu. Le même mois, la Corée du Sud a adopté un budget supplémentaire comprenant des crédits de soutien à la ville de Daegu et à la province de Gyeongsang du Nord, deux des zones les plus touchées du pays.

**Sources :** <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-china-funding/china-to-step-up-funding-support-for-virus-hit-regions-idUSKBN20S0JK> ; <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/l-impact-territorial-du-covid-19-gerer-la-crise-entre-niveaux-de-gouvernement-2596466b/> ; Bureau du financement du développement au Ministère de l'économie et des finances, Centre coréen de contrôle des maladies et Ministère de la santé et du bien-être, « Tackling COVID-19: Health, Quarantine and Economic Measures of South Korea », consultable à l'adresse suivante : <https://eena.org/wp-content/uploads/Tackling-COVID-19.pdf>.

### Accès et participation à la culture



Pour offrir aux citadines et citoyens un accès régulier à la culture et pour renforcer les liens sociaux et encourager la coopération entre les communautés pendant la flambée de COVID-19, le Ministère de la culture de Mexico a lancé un site Web novateur intitulé *Capitale culturelle à domicile*. Le site permet aux habitantes et habitants de participer

virtuellement aux manifestations et activités culturelles programmées, et par là de soutenir les artistes et les personnes travaillant dans le milieu de la culture.

**Source :** <https://fr.unesco.org/news/concerts-numeriques-unissent-citoyens-mexico>.



### Communication et services numériques

Le gouvernement de la province de Jakarta (Indonésie) a créé un site Web consacré à la COVID-19, disponible en indonésien (bahasa indonesia) et en anglais, qui fournit aux habitants des statistiques clés sur l'épidémie dans la région, des informations à jour, un service d'assistance téléphonique COVID-19 et un « outil d'auto-diagnostic » en ligne du Département de la santé de Jakarta.

Singapour a mis en place un dialogueur en ligne (appelé « COVID-19 Chat for Biz ») pour répondre aux questions des entreprises concernant la COVID-19, ainsi qu'un site appelé « COVID-19 GoBusiness Portal » qui aide les entreprises à obtenir les permis nécessaires aux travailleuses et travailleurs essentiels.

En Ouganda, la grande société de commerce électronique Jumia Food Uganda a conclu, à titre expérimental, un partenariat avec plusieurs marchés du secteur informel pour soutenir les chaînes d'approvisionnement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et mettre en relation les vendeurs du secteur informel avec les consommateurs en ligne.

**Sources :** <https://corona.jakarta.go.id/en> ; <https://www.tech.gov.sg/products-and-services/responding-to-covid-19-with-tech> ; <https://www.ug.undp.org/content/uganda/en/home/blog/2020/connecting-informal-market-vendors-to-e-commerce-to-reach-consum.html>.

### Développement local



La ville d'Helsinki a offert un soutien financier rapide aux jeunes afin de favoriser la participation à la vie sociale par des moyens novateurs, pendant la pandémie. Une somme maximum de 5 000 euros par candidat(e) était allouée pour encourager l'utilisation de nouveaux moyens numériques et faire ainsi participer les habitants de la ville aux sports, à la culture et à d'autres activités sociales.

**Source :** <https://www.hel.fi/uutiset/en/kaupunginkanslia/corona-crisis-challenged-city-into-quickness-flexibility-and-new-solutions>.

## **Soutien et interventions rapides des réseaux de collectivités locales**

---

Les réseaux de collectivités locales ont intensifié leur soutien aux administrations locales et régionales alors même que la pandémie se propageait dans différentes parties du monde. CGLU et Metropolis ont lancé une expérience d'apprentissage en direct et la plateforme « Villes pour la santé mondiale ». Le réseau ICLEI (Les Gouvernements locaux pour le développement durable), le Forum des administrations locales du Commonwealth, le Global Cities Resilience Network et le Conseil des maires sur les migrations (Mayors Migration Council) ont également facilité de multiples sessions d'apprentissage, la formation de réseaux, la mise au point de systèmes de suivi, des séances de conseil et la création d'outils. Le Groupe C40 a aménagé les objectifs de ses réseaux d'action climatique pour apporter un soutien à la lutte contre la pandémie et mettre sur pied une équipe spéciale de maires et mairesses chargée de travailler sur la COVID-19. L'Équipe spéciale mondiale des autorités locales et régionales est un pôle important, qui stimule l'appui aux collectivités locales et régionales.

# III. En quête d'une relance résiliente, inclusive et verte

---

## A. IMPACTS

---

**La pandémie de COVID-19 a rompu des chaînes de valeur mondiales, dévasté le secteur de l'hospitalité et l'industrie du voyage et du tourisme et perturbé l'économie mondiale, provoquant probablement la récession la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale.**

Les chaînes d'approvisionnement des entreprises ont été perturbées par des mesures de confinement et des interruptions des services de transport, ce qui a eu de graves répercussions pour les fabricants et les détaillants. La Banque mondiale a conclu que tous les pays et presque tous les secteurs connaîtraient une baisse des exportations dans les années à venir, avec des conséquences aggravées dans les régions plus tributaires du commerce international, en particulier celles qui dépendent des chaînes de valeur mondiales et du tourisme<sup>58</sup>. Les villes dont les économies sont les moins diversifiées seront les plus durement frappées<sup>59</sup>.

**Les économies locales ont été fortement perturbées par la crise liée à la COVID-19.**

Les villes sont des moteurs pour les économies nationales et produisent 80 % du PIB mondial, avec des effets d'entraînement importants sur les économies nationales<sup>60</sup>. Pendant les périodes de confinement, la plupart des secteurs de l'économie urbaine se sont contractés, et de nombreuses entreprises ont réduit leur activité, voire définitivement fermé. Les petites sociétés et entreprises locales en particulier manquent souvent des réserves financières leur permettant résister aux chocs. Elles s'appuient généralement davantage sur les magasins physiques que sur le commerce électronique, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux pertes de revenus pendant les périodes de confinement<sup>61</sup>. Cette situation a entraîné une baisse importante de la productivité des entreprises, ce qui a encore ralenti la croissance économique et réduit les recettes fiscales des pouvoirs publics locaux et nationaux. Dans de nombreux cas, en particulier dans les pays et les villes à faible revenu ayant une capacité d'emprunt

---

<sup>58</sup> Banque mondiale, *Perspectives économiques mondiales*, juin 2020, Washington.

<sup>59</sup> OMT, « Nombre de touristes », consultable à l'adresse suivante : <https://www.unwto.org/fr/news/covid-19-le-nombre-de-touristes-internationaux-pourrait-chuter-de-60-a-80-en-2020>.

<sup>60</sup> Banque mondiale, « Développement urbain », consultable à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/urbandevelopment/overview>.

<sup>61</sup> Université de Pennsylvanie, Wharton, « How COVID-19 Will Change the Way We Shop », 8 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://knowledge.wharton.upenn.edu/article/covid-19-will-change-way-shop/>.

limitée sur les marchés financiers internationaux, les gouvernements peuvent voir réduite leur capacité de prendre des mesures d'intervention essentielles à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour ralentir la propagation du virus.

**De nombreuses pertes d'emploi ont été enregistrées dans les villes, en particulier dans le secteur informel et les emplois faiblement rémunérés.**

Les pôles urbains emploient 38 % de la main-d'œuvre mondiale et abritent la majorité des secteurs que l'OIT a classés « à haut risque » dans le contexte de la COVID. Il s'agit des secteurs de l'alimentation et de l'hébergement, des commerces de gros et de détail, des services aux entreprises et de l'administration des entreprises, de l'industrie manufacturière et du secteur du tourisme et de l'hospitalité<sup>62</sup>. Les heures travaillées dans tous les pays et régions sont estimées avoir chuté de façon spectaculaire, soit de 14 % au deuxième trimestre de 2020 par rapport au dernier trimestre de 2019<sup>63</sup>. Cette baisse du nombre d'heures travaillées équivaut à une perte de 400 millions d'emplois à temps plein. Au niveau mondial, les effets ont été particulièrement graves dans le secteur informel, qui représente respectivement 90 % et 67 % de l'emploi total dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et qui concerne huit

entreprises sur dix dans le monde<sup>64</sup>. Durant le premier mois de la crise, les travailleurs et travailleuses du secteur informel ont perdu jusqu'à 60 % de leurs revenus. En Afrique et en Amérique latine, ce chiffre était de près de 80 %<sup>65</sup>.

Les personnes travaillant dans le secteur informel ou occupant des emplois faiblement rémunérés font souvent face à des risques en matière de santé et de sécurité au travail plus importants que ceux qui touchent les personnes travaillant dans le secteur formel. De plus, elles ne bénéficient généralement pas de sécurité de l'emploi, d'avantages sociaux, de protection sociale ou de moyens de négociation collective. Par exemple, 72 % des 13,6 millions d'habitants de favelas au Brésil n'ont pas d'économies<sup>66</sup>. Dans bien des cas, les mesures d'aide au revenu des administrations locales et nationales n'ont pas bénéficié aux travailleurs et travailleuses du secteur informel parce qu'ils n'étaient pas enregistrés dans les systèmes nationaux. Cette situation n'a fait qu'aggraver la détresse, la faim, l'insécurité économique et a rendu beaucoup plus difficile, voire impossible, pour ces habitants de rester chez eux et de se confiner lorsque c'était la consigne. Les mesures de confinement sont rarement applicables pour ces groupes dont la priorité absolue reste l'accès aux revenus pour assurer leur subsistance, en dépit des risques d'exposition potentiellement fatale. Les travailleurs et

62 Organisation des Nations Unies, « Le monde du travail et la COVID-19 », consultable à l'adresse suivante : [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_world\\_of\\_work\\_and\\_covid\\_19\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_world_of_work_and_covid_19_french.pdf).

63 OIT, *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail*, 5<sup>e</sup> édition, 30 juin 2020.

64 OIT, « La crise du COVID-19 et l'économie informelle : réponses immédiates et défis à relever », consultable à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_745440.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf).

65 Organisation des Nations Unies, « Le monde du travail et la COVID-19 ».

66 L. Richmond, *Brazil urban inequalities will exacerbate the impacts of COVID-19*, LSE, Latin America and Caribbean Centre, 2020.

travailleuses vulnérables, y compris les migrants et les populations autochtones, sont également touchés par les effets catastrophiques des perturbations économiques dues à la COVID-19. Si le revenu ou la consommation des ménages en venaient à se contracter de 20 %, jusqu'à 420 ou 580 millions de personnes seraient probablement poussées dans la pauvreté en raison de la pandémie<sup>67</sup>.

**Les mesures de confinement et la baisse spectaculaire de l'activité économique ont eu des effets positifs sur l'environnement à court terme, comme l'assainissement de l'air dans les villes connues pour la toxicité de leur air. La COVID-19 a prouvé qu'un avenir urbain vert était possible.**

L'usage réduit des transports motorisés dans de nombreuses villes a entraîné une baisse de la pollution et une plus grande utilisation des modes de transport non motorisés tels que la marche et le vélo<sup>68</sup>. Dans le même

temps, des études indiquent que lorsque la fragmentation du paysage est faible et la biodiversité native est largement présente, les taux d'infection par zoonoses peuvent être réduits<sup>69</sup>. Au-delà de cet avantage direct pour la santé, les solutions basées sur la nature qui favorisent la biodiversité dans les villes et aux alentours peuvent apporter des gains écosystémiques supplémentaires, comme la réduction des effets d'îlots de chaleur urbains<sup>70</sup>, la maîtrise des inondations et la purification de l'air.

Par ailleurs, de nombreuses grandes entreprises ont exprimé leur intention de promouvoir le travail à domicile indéfiniment, ce qui réduirait considérablement leurs coûts immobiliers, leur consommation d'énergie et leur empreinte carbone dans les villes. Certaines grandes entreprises technologiques mondiales ont annoncé à leurs employés qu'ils devaient se préparer à travailler à distance jusqu'en 2021, et d'autres ont annoncé que le retour dans les bureaux resterait facultatif pour la période à venir. Les politiques de ces grandes entreprises

67 A. Sumner, C. Hoy et E. Ortiz-Juarez, « Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty », Helsinki: UNU-WIDER, consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2020/800-9>.

68 Agence internationale de l'énergie, « Changes in transport behaviour during the Covid-19 crisis », 27 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.iea.org/articles/changes-in-transport-behaviour-during-the-covid-19-crisis> ; Transformative Urban Mobility Initiative, COVID-19 and Sustainable Mobility, 26 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://www.transformative-mobility.org/assets/publications/2020\\_05\\_TUMI\\_COVID-19-and-Sustainable-Mobility.pdf](https://www.transformative-mobility.org/assets/publications/2020_05_TUMI_COVID-19-and-Sustainable-Mobility.pdf) ; Agence européenne pour l'environnement, « Air quality and COVID-19 », consultable à l'adresse suivante : <https://www.eea.europa.eu/themes/air/air-quality-and-covid19> ; Shardul Agrawala et autres, « Call for comments: climate and clean air responses to COVID-19 », *International Journal of Public Health*, 3 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : [https://link.springer.com/epdf/10.1007/s00038-020-01394-3?sharing\\_token=i-o3r\\_u800FbROSkh2pG5\\_e4RwIQNchNBvi7wbcMAY7tzIVGLFMIfmXAKFYkKDdd01cUYyvQvcA4cVPojuqmmmsHjuSg4-Nj7tmszxT6-TY8LyKeOF84wzWKFMEu630CZ3PjDwInQ5hVMX7Pysx6X-S9UeYHRyhw25BMKLeekX1c%3D](https://link.springer.com/epdf/10.1007/s00038-020-01394-3?sharing_token=i-o3r_u800FbROSkh2pG5_e4RwIQNchNBvi7wbcMAY7tzIVGLFMIfmXAKFYkKDdd01cUYyvQvcA4cVPojuqmmmsHjuSg4-Nj7tmszxT6-TY8LyKeOF84wzWKFMEu630CZ3PjDwInQ5hVMX7Pysx6X-S9UeYHRyhw25BMKLeekX1c%3D) ; Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis, « NASA Monitors Environmental Signals From Global Response to COVID-19 », 29 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.nasa.gov/feature/nasa-monitors-environmental-signals-from-global-response-to-covid-19> ; Guojun He, Yuhang Pan et Takanao Tanaka, « The short-term impacts of COVID-19 lockdown on urban air pollution in China », *Nature Sustainability*, 7 juillet 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.nature.com/articles/s41893-020-0581-Y>.

69 Parvize R. Hosseini et autres, « Does the impact of biodiversity differ between emerging and endemic pathogens? The need to separate the concepts of hazard and risk », *The Royal Society Publishing*, 24 avril 2017, consultable à l'adresse suivante : <https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rstb.2016.0129> ; David A. Wilkinson et autres, « Habitat fragmentation, biodiversity loss and the risk of novel infectious disease emergence », *Journal of The Royal Society Interface*, décembre 2018, consultable à l'adresse suivante : [https://www.researchgate.net/publication/329438436\\_Habitat\\_fragmentation\\_biodiversity\\_loss\\_and\\_the\\_risk\\_of\\_novel\\_infectious\\_disease\\_emergence](https://www.researchgate.net/publication/329438436_Habitat_fragmentation_biodiversity_loss_and_the_risk_of_novel_infectious_disease_emergence).

70 L'« effet d'îlot de chaleur urbain » désigne le fait que les zones urbaines soient nettement plus chaudes que les zones rurales environnantes. Ce phénomène s'explique notamment par la chaleur produite par la concentration de véhicules (comme les bus et les voitures) et par la présence de bâtiments qui rendent plus difficile l'évacuation de l'air chaud.

vont sans doute créer une nouvelle norme qui sera reprise par les petites entreprises technologiques, ainsi que par d'autres sociétés de nombreux autres secteurs et pays<sup>71</sup>.

**La pandémie de COVID-19 a révélé d'innombrables possibilités de créer avenir urbain résistant aux changements climatiques.**

Les populations et les villes qui étaient déjà vulnérables à d'autres catastrophes climatiques et naturelles ont été gravement touchées par la COVID-19. Ainsi, les pays d'Afrique de l'Est affrontent simultanément les impacts de la COVID-19, les invasions de criquets et les inondations<sup>72</sup>. Les mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements restent donc d'une importance capitale pour favoriser la résilience des villes et de leurs habitants, qui devront pouvoir résister à la fois aux risques de pandémie et à la multiplication prévisible des catastrophes naturelles et anomalies liées au climat.

**L'idée répandue selon laquelle il existe une corrélation entre la COVID-19 et le développement urbain compact est trompeuse et risque d'encourager la dédensification et l'étalement.** La crainte que la densité n'accélère la propagation du virus a été maintes fois exprimée, et pourtant aucun élément probant ne corrobore l'hypothèse d'une

corrélation entre la densité et des taux de transmission plus élevés. Les effets perçus de la densité sur la propagation du virus résultent en réalité de facteurs corollaires tels que le surpeuplement, les revenus et l'accès aux services.

Par exemple, une analyse de villes chinoises<sup>73</sup> et une autre des quartiers de la ville de New York<sup>74</sup> n'ont montré aucune corrélation entre la densité et l'incidence de la COVID-19. En revanche, l'étude sur New York a démontré une corrélation inverse entre le revenu et l'incidence du virus, qui exigerait une étude plus approfondie sur les conséquences du surpeuplement, de l'accès aux soins de santé et de l'exposition à la pollution<sup>75</sup>. Les mesures de dédensification des villes risquent de faire reculer la réalisation des objectifs de développement durables et des objectifs liés au climat et à la biodiversité.

**Des données et statistiques urbaines systématiques, fiables et solides** ont joué un rôle central dans la capacité des administrations locales et nationales à riposter à la pandémie. À l'échelle mondiale, la disponibilité de données concernant les aires infranationales et urbaines reste limitée par rapport aux données nationales. Il est d'autant plus important d'améliorer la collecte et l'analyse de ce type de données à une ère où la majeure partie de la population mondiale réside dans les villes et où les

71 Rachel Lerman et Jay Greene, « Big Tech was first to send workers home. Now it's in no rush to bring them back », *Washington Post*, 18 mai 2020, consultables à l'adresse suivante : <https://www.washingtonpost.com/technology/2020/05/18/facebook-google-work-from-home>.

72 OMS, « COVID-19, locusts, flooding: WHO and triple threat in Somalia », consultable à l'adresse suivante : <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/covid-19-locusts-flooding-who-and-triple-threat-in-somalia>.

73 Wanli Fang et Sameh Wahba, « Urban Density Is Not an Enemy in the Coronavirus Fight: Evidence from China », 20 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/sustainablecities/urban-density-not-enemy-coronavirus-fight-evidence-china>.

74 Robert Kehew, « New York City: Population Density and Income Levels Versus Incidence of Coronavirus », ONU-Habitat, avril 2020.

75 Ibid.

priorités du développement durable s'inscrivent de plus en plus dans le contexte de l'urbanité.

Des pays tels que la Corée du Sud, Singapour et Israël ont utilisé de puissants systèmes et plateformes de données numériques pour prévenir et gérer efficacement la pandémie. La COVID-19 a également entraîné des améliorations dans la portée et l'échelle

.

des données infranationales et locales ainsi que des innovations en la matière. Des faiblesses et des carences dans les données infranationales et urbaines, en particulier concernant les établissements informels parmi les plus vulnérables, ont entravé les mesures d'intervention, de ciblage et de suivi dans certains contextes, ce qui a exacerbé la violence.

# LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION ET DE LA PRODUCTIVITÉ URBAINES DUE À LA COVID-19 ET SES RÉPERCUSSIONS SUR LES ÉCONOMIES NATIONALES



La contribution des villes au PIB national peut atteindre 70 % dans des pays tels que :

le Botswana, l'Ouganda, la Tunisie et le Kenya. En moyenne dans les pays d'Afrique, près d'un tiers du PIB national (31 %) vient de la plus grande ville du pays.

Source : <https://www.un.org/africarenewal/news/coronavirus/eca-economic-impact-covid-19-african-cities-likely-be-acute-through-sharp-decline-productivity>



## Système de partage de vélos

L'utilisation du système de partage de vélos de la ville de New York a augmenté de

**67%** au début du mois de mars et la circulation des vélos sur ses

principaux ponts a augmenté de 52 %.

Source : <https://nyc.streetsblog.org/2020/03/12/boom-new-city-bike-stats-show-cycling-surge-is-real-but-mayor-is-not-acting>.



## Surpeuplement

Les travailleurs et travailleuses du secteur informel sont exposés à un risque accru de contracter la COVID-19 en raison de conditions de vie inadéquates et du surpeuplement ainsi que du manque d'accès aux services de santé, aux équipements de protection individuelle et à la protection sociale. De plus, les mesures de confinement prises contre la COVID-19 nuisent à leur capacité de subvenir à leurs besoins. Comme beaucoup d'entre eux dépendent d'un salaire journalier et que leurs économies sont limitées, ils subissent un dur impact économique.

Sources : WIEGO (2020). <https://www.wiego.org/le-covid-19-les-travailleuseurs-de-linformel-et-le-travail-de-wiego-pendant-cette-crise> ; WIEGO, « Le COVID-19, les travailleuse-eur-s de l'informel et le travail de WIEGO pendant cette crise », 15 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.wiego.org/le-covid-19-les-travailleuseurs-de-linformel-et-le-travail-de-wiego-pendant-cette-crise>.



**81 %** des habitants ont déclaré avoir perdu leurs revenus, en tout ou partie,

et 87 % avaient sauté des repas ou mangé moins.

Source : [https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2020PGY\\_CovidKenya\\_KAPStudyPresentationRound2.pdf](https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2020PGY_CovidKenya_KAPStudyPresentationRound2.pdf).



## Pollution de l'air

Les niveaux de dioxyde d'azote ont baissé de plus de 70 % pendant le confinement à New Delhi, de 40 % dans les zones urbaines en Chine, de 20 % en Belgique et en Allemagne, et de 19 à 40 % dans différentes régions des États-Unis. Parallèlement, la pollution de l'air peut contribuer à la létalité de la COVID-19, une étude ayant en effet montré que l'augmentation des niveaux de PM2,5 était associée à une augmentation des taux de mortalité liés au virus.

Source : <https://www.medicalnewstoday.com/articles/the-dual-effects-of-covid-19-lockdowns-on-air-quality#The-first-paper:-Nitrogen-dioxide> ; <https://projects.q.harvard.edu/covid-pm>.

## DES POLITIQUES ET DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR UNE RELANCE VERTE ET UN SOUTIEN ÉCONOMIQUE EN MILIEU URBAIN

### Systèmes de troc

Les Fidji ont perdu 5 % de leurs emplois en raison du déclin du tourisme, leur pilier économique et, en conséquence, plus de 10 % de leurs citoyens et citoyennes ont rejoint le groupe en ligne « Barter for Better Fiji » pour faire revivre l'ancienne pratique du troc de biens et services, comme l'échange de produits frais contre des travaux de construction, des services juridiques ou médicaux à Suva, Nadi et dans d'autres villes du pays.

Source : <https://www.theguardian.com/world/2020/may/08/two-piglets-for-a-kayak-fiji-returns-to-barter-system-as-covid-19-hits-economy>.

### Mobilité durable et sûre

Certaines villes, comme Berlin, Bogota, Bruxelles, Paris, Milan (Italie), aménagent de nouvelles pistes cyclables ou élargissent celles qui existent déjà. D'autres, comme Vancouver (Canada), Denver et New York (États-Unis d'Amérique), Budapest, Mexico, introduisent des clôtures de rues à court terme et aménagent des pistes cyclables temporaires ou encore, comme Tel Aviv (Israël), New York (États-Unis d'Amérique), Toronto (Canada), transforment des rues en zones piétonnes. Des villes, comme Londres, offrent temporairement au personnel sanitaire un accès gratuit aux vélos électriques, et d'autres, comme Mexico, San Francisco (États-Unis d'Amérique), Venise et Naples (Italie) et Bratislava, mettent en place des mesures d'hygiène et de sécurité dans les transports publics (nettoyage et désinfection), ou encore, comme Bogota, Le Cap (Afrique du Sud) et Kigali, installent des postes de lavage des mains.

Source : DW (2020) Coronavirus inspires cities to push climate-friendly mobility, consultable à l'adresse suivante : <https://www.dw.com/en/coronavirus-inspires-cities-to-push-climate-friendly-mobility/a-53390186> ; C. Armario, « Bogotá fomenta uso de bicicletas para prevenir COVID-19 », AP News, 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://apnews.com/8c0e0770a0e5438d8b7b3c23ad18301a>.

### Soutien aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs et travailleuses



Dans le monde entier, les municipalités soutiennent les entreprises locales et la relance économique, notamment par des mesures d'incitation fiscale (Paris), des avantages fiscaux (Madrid) ou des

des exonérations fiscales (Braga au Portugal), des incitations financières ciblant les entreprises (Mexico), un soutien financier d'urgence (Montréal au Canada), des transferts directs, notamment vers le secteur informel et les groupes vulnérables (Chihuahua au Mexique), des réductions des charges sociales dans les entreprises de taille moyenne, des micro-crédits et des crédits émergents à l'intention des particuliers et des petites et moyennes entreprises (New York aux États-Unis d'Amérique, Tokyo, Buenos Aires, Mexico, Le Cap en Afrique du Sud), des jours de congé de maladie payé supplémentaires (San Jose et San Francisco aux États-Unis d'Amérique) et des programmes soutenant les projets productifs et des fonds d'entraide (Milan en Italie).

### La réforme des programmes de protection sociale

Plusieurs gouvernements arabes avaient déjà investi dans la réforme de leurs systèmes de protection sociale avant la crise, en établissant des registres sociaux élargis pour offrir l'assistance sociale à certaines parties du secteur informel et aux populations pauvres. Pendant la pandémie actuelle, ce corpus de politiques a été utilisé pour agrandir rapidement l'échelle de l'aide offerte.

Certains gouvernements ont créé des programmes de soutien supplémentaires auxquels les travailleurs et travailleuses du secteur informel ont également droit (Jordanie, Tunisie), ou ont étendu l'assurance maladie aux personnes ayant perdu leur emploi (Maroc).

Source : Les exemples sont tirés de l'analyse faite par ONU-Habitat d'une enquête de l'OCDE sur le suivi des mesures de riposte à la COVID-19 prises par plus de 40 villes, consultable à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-mesures-adoptees-par-les-villes-face-au-covid-19-aebdbf1c/>.



**Parmi les mesures visant à relancer les systèmes alimentaires et à soutenir la production et la distribution locales, on citera les suivantes :**

---

Commerce électronique des produits agricoles - Nanjing (Chine)

---

Organisation d'achats collectifs de denrées alimentaires - Wuhan (Chine)

---

Accès à la nourriture dans les bidonvilles - Nairobi

---

Accès à la nourriture dans les quartiers pauvres - New York (États-Unis)

---

Systèmes d'aide alimentaire ciblant les personnes âgées et vulnérables et reliant les agriculteurs aux consommateurs - Milan (Italie), Ljubljana, Dakar

---

Distribution de repas gratuits - New York (États-Unis), Saragosse (Espagne)

---

Unités mobiles de distribution alimentaire - Quito

---

Services mobiles de commerce de gros - Lima (Pérou)

---

Livraisons de denrées alimentaires à domicile - Montevideo

---

Restaurants communautaires - Brasilia

---

Modèles de distribution alimentaire communautaire - Ottawa (Canada)

---

## B. SOLUTIONS ET ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

**Des programmes d'assistance financière sont nécessaires pour atténuer l'impact de la COVID sur les entreprises et commerces locaux et les soutenir.** Il peut s'agir d'un soutien financier direct et de programmes de protection sociale (par exemple, transferts de fonds, reports d'impôts, subventions salariales, congés de maladie subventionnés, cotisations de sécurité sociale et assurance chômage subventionnées) destinés aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises informelles, ou d'une aide indirecte consistant à transférer leurs activités vers d'autres secteurs en demande, tels que le matériel médical et l'équipement de protection. Par exemple, les autorités de Moscou ont adopté une série de mesures pour soutenir les entreprises et les sociétés, y compris le paiement différé des taxes sur les ventes et autres taxes et l'élargissement de l'aide aux prêts, ce qui a bénéficié à environ 35 000 sociétés<sup>76</sup>.

**Les stratégies de développement économique local sont indispensables à la relance** car elles peuvent réduire les disparités entre villes et entre groupes de population, favoriser la cohésion sociale, créer des perspectives commerciales et des emplois locaux et permettre aux femmes et aux groupes exclus d'accéder à des emplois productifs. Le concept d'économie sociale et solidaire ou d'autres

formes d'économie communautaire sont particulièrement adaptés aux plans de développement d'autres formes d'économie communautaire sont particulièrement adaptés aux plans de développement centrés sur l'humain et soucieux de la planète.

Les stratégies locales de développement économique peuvent également contribuer à créer des économies urbaines productives et diversifiées, et par là plus résilientes.

Au-delà de la stimulation économique immédiate et du soutien aux entreprises, aux ménages et aux particuliers, il convient de s'attaquer aux vulnérabilités structurelles sous-jacentes des économies et institutions urbaines. La répartition de l'emploi et des entreprises entre les secteurs économiques dans les villes est un facteur déterminant de la vulnérabilité ou de la capacité de relèvement des économies locales face à des chocs tels que la pandémie de COVID-19. Les villes ayant une base économique étroite courent des risques considérables, surtout lorsque le secteur dominant dont elles dépendent est directement touché.

Aux États-Unis, par exemple, des villes économiquement spécialisées telles que Las Vegas au Nevada (tourisme), Bakersfield en Californie (énergie) et Beaumont au Texas (également énergie) ont vu leurs secteurs d'activité respectifs durement frappés<sup>77</sup>.

<sup>76</sup> Site officiel de la mairie de Moscou, « Anti-crisis measures: Giving companies a helping hand during the pandemic », 20 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.mos.ru/en/news/item/74202073>.

<sup>77</sup> Alan Berube, « Which city economies did COVID-19 damage first? », Brookings, 29 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.brookings.edu/blog/the-avenue/2020/04/29/which-city-economies-did-covid-19-damage-first>.

D'autre part, les villes dominées par le secteur informel sans forte production manufacturière ni services échangeables ont également dû affronter de grandes difficultés face à la COVID-19, ce qui a mis en exergue l'urgente nécessité de politiques nationales axées sur la formalisation progressive<sup>78</sup>. Les données recueillies dans le contexte de la pandémie peuvent amener les administrations locales et nationales à conclure que la diversification et la formalisation accrue des économies urbaines permettent aux villes de mieux résister économiquement.

**Il est urgent de mettre en place une protection sociale axée sur les groupes urbains les plus vulnérables et marginalisés,** notamment les populations autochtones, les femmes et les enfants, les personnes âgées, les sans-abri, les détenus, les usagers de drogue et les personnes handicapées, indépendamment du caractère formel ou informel de leur emploi ou de leur statut migratoire. De même, il faut d'urgence étendre la protection sociale au secteur informel et aux personnes qui dispensent des soins sans rémunération, dont beaucoup sont des femmes. Il est de la plus haute importance de veiller à ce que les efforts de redressement socioéconomique déclenchent une transformation que ces groupes attendent depuis trop longtemps.

La protection sociale devrait être considérée comme un investissement nécessaire dans les personnes plutôt que comme une charge et il est donc conseillé de l'intégrer dans les cadres de ressources nationaux<sup>79</sup>. De nombreuses administrations nationales et locales ont introduit, en riposte à la COVID-

19, de nouvelles mesures de protection sociale qui pourraient être maintenues à long terme. Par exemple, en Chine, il a été demandé aux collectivités locales d'augmenter les montants des prestations du régime national d'assistance sociale pour toutes les personnes ou bénéficiaires touchés par la COVID-19. Au Vietnam, des transferts d'espèces ont été mis en place à l'intention des personnes qui avaient perdu leur emploi et n'avaient pas droit à l'assurance chômage, dont un grand nombre travaillait dans le secteur informel<sup>80</sup>.

**La relance et la reprise urbaines après la COVID-19 pourraient être axées en priorité sur les démarches vertes, durables et soucieuses des questions de genre.** Les mesures fiscales prévues en 2020 et 2021 pourraient soit contribuer à orienter le développement économique vers des solutions moins émettrices de carbone et plus résilientes, soit au contraire pérenniser des risques climatiques dévastateurs et la vulnérabilité des générations à venir. À moyen terme, les administrations nationales, régionales et locales peuvent s'attaquer aux changements climatiques en veillant à ce que les mesures de relance se concentrent sur les secteurs présentant un potentiel de transition écologique et de création d'emplois pour les hommes et les femmes. Les données factuelles montrent que les investissements dans le développement urbain à faible taux de carbone peuvent soutenir directement la création de 87 millions d'emplois de plus en 2030 que dans un scénario de

<sup>78</sup> Organisation des Nations Unies, « Le monde du travail et la COVID-19 », consultable à l'adresse suivante : [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_world\\_of\\_work\\_and\\_covid\\_19\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_world_of_work_and_covid_19_french.pdf).

<sup>79</sup> Ibid.

<sup>80</sup> OIT, « Les réponses de la protection sociale à la pandémie de COVID-19 dans les pays en développement : Renforcer la résilience en construisant une protection sociale universelle », mai 2020, consultable à l'adresse suivante (résumé en français) : [https://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/Brochures/WCMS\\_744718/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/Brochures/WCMS_744718/lang--fr/index.htm) ; original anglais : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed\\_protect/--soc\\_sec/documents/publication/wcms\\_744612.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_protect/--soc_sec/documents/publication/wcms_744612.pdf).

développement traditionnel<sup>81</sup>.

Une relance verte nécessitera l'application de modèles basés sur le développement économique local, la production et la consommation de proximité, la connexion des villes avec les populations rurales et le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement. Les mesures de stimulation pourraient également cibler les infrastructures durables, l'intégration d'aspects de l'énergie renouvelable et des constructions et bâtiments verts dans la planification et la conception urbaines, ainsi que des solutions basées sur la nature. En ce qui concerne les bâtiments et constructions écologiques, par exemple, le Royaume-Uni prévoit un programme de modernisation de 3 milliards de livres sterling pour améliorer l'efficacité énergétique de maisons et de bâtiments publics, tels que les écoles, dont plusieurs sont situés dans des zones urbaines<sup>82</sup>.

Il faut agir résolument pour soutenir, adapter et élargir les systèmes de transport intégrés et multimodaux dans les villes et les zones métropolitaines afin de repenser et transformer les transports publics, en assurant la transition de l'utilisation de la voiture particulière vers des formes de mobilité plus durables, plus inclusives, plus saines et sûres pour les femmes et les hommes. Par exemple, aux États-Unis, plusieurs villes, comme Austin (Texas), étudient des mesures

mesures de réduction de la congestion qui peuvent être utilisées pour maintenir certaines des améliorations de la qualité de l'air et des réductions des émissions qui se sont produites pendant le confinement lié à la COVID-19, tout en permettant les économies de coûts et les gains de productivité le besoin est impérieux<sup>83</sup>.

**Les villes sont particulièrement bien placées pour assurer la transition d'une économie linéaire vers une économie circulaire**, en intégrant efficacement les systèmes d'énergie, d'alimentation, de gestion des déchets et de transport entre les producteurs et les consommateurs. Elles agglomèrent les ressources, les capitaux, les données et les talents en réduisant les distances et en regroupant les infrastructures, ce qui permet de limiter l'exploitation des ressources par habitant. L'application des principes de l'économie circulaire peut contribuer à créer des emplois pendant la phase de relance et à réduire simultanément les déchets et les modes de consommation coûteux<sup>84</sup>.

**Il importe de prévenir la dédensification urbaine qui risque de faire suite à la pandémie.** Il convient au contraire de promouvoir une densité stratégique qui garantira l'efficacité des infrastructures et des services urbains, tout en réduisant l'exploitation des ressources et les émissions de gaz à effet de serre. La compacité urbaine à des échelles adéquates et judicieusement pensées

81 Coalition for Urban Transitions, *Climate Emergency, Urban Opportunity*, Londres et Washington: Ross Center for Sustainable Cities du WRI et C40 Cities Climate Leadership Group, 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://urbantransitions.global/urban-opportunity/>.

82 Will Ing, « Chancellor to unveil £3 billion retrofit funding », *Architects' Journal*, 7 juillet 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.architectsjournal.co.uk/news/chancellor-to-unveil-3-billion-retrofit-funding>.

83 Cailin Crowe, « 4 cities win smart intersection challenge to reduce congestion », *Smart Cities Dive*, 29 juin 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.smartcitiesdive.com/news/4-cities-win-smart-intersection-challenge-to-reduce-congestion/580698/>.

84 Programme des Nations Unies pour l'environnement, « Statement from the Partnership for Action on Green Economy: The Choices We Make Now Will Shape the Future », 14 avril 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/statement/statement-partnership-action-green-economy-choices-we-make-now-will>.

favorise une productivité économique et une efficacité environnementale accrues, éléments indispensables pour prévenir les vulnérabilités sous-jacentes à la propagation du virus. Elle crée aussi des environnements favorables à la prévention des maladies et à la promotion de la santé<sup>85</sup>.

L'aménagement urbain et régional doit promouvoir, de manière concertée, des villes compactes, intégrées et mixtes qui réduisent la distance entre le lieu de travail et le lieu de résidence, tout en garantissant assez d'espaces verts publics et ouverts, en particulier dans les quartiers surpeuplés, et de transports publics et non motorisés. Par exemple, Paris s'est engagée à devenir une «ville 15 minutes» dans laquelle chaque habitant ou habitante n'a qu'une courte distance à parcourir à pied ou à vélo pour mener ses activités essentielles<sup>86</sup>.

**Les plans de relance pourraient soutenir des projets de résilience locale aux changements climatiques et des projets d'infrastructures climato-résilientes** à fort potentiel de création d'emplois, tout en réduisant à la fois l'exploitation des ressources et les émissions de gaz à effet de serre, en introduisant des solutions basées sur la nature et en restaurant les écosystèmes naturels de la ville.

Dans le même temps, il est conseillé de mettre en place des plans adaptés de préparation aux risques et aux

catastrophes prévisibles (par exemple, ouragans, canicules et urgences climatiques) qui pourraient être exacerbés par les répercussions de la pandémie, ou de renforcer les plans déjà en vigueur.

**Des approches fondées sur des données factuelles sont nécessaires pour renforcer la résilience urbaine.** La pandémie de COVID-19 révèle de grandes carences dans les données ventilées à l'échelle infranationale et urbaine, et met en évidence la nécessité d'introduire dans les systèmes statistiques nationaux des mesures garantissant la ventilation des données à l'échelon le plus local possible, ainsi que la ventilation par sexe et par âge. Dans un monde urbain, il est indispensable de disposer de données et de statistiques fortement axées sur l'échelon local dans toutes les dimensions du développement durable pour pouvoir suivre les progrès accomplis et concevoir des politiques efficaces et ciblées sur le contexte local. C'est à la fois important du point de vue général des objectifs de développement durable et du point de vue plus particulier de l'analyse et de la planification de la résilience, car cela permet d'acquérir une compréhension plus granulaire et approfondie du milieu urbain, d'utiliser efficacement des ressources limitées pour intervenir immédiatement, d'identifier les foyers de contagion et de donner la priorité à des mesures de résilience ciblant des communautés et des personnes particulières<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> *The Lancet*, série « Urban design, transport, and health », consultable à l'adresse suivante : <https://www.thelancet.com/series/urban-design>.

<sup>86</sup> Programme des Nations unies pour l'environnement, « Climate leadership for inspiration on Women's Day and every day », 6 mars 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/story/climate-leadership-inspiration-womens-day-and-every-day>.

<sup>87</sup> [www.urbanresiliencehub.org](http://www.urbanresiliencehub.org).

---

## DES POLITIQUES ET DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR AMÉLIORER LA RÉSILIENCE URBAINE

---



### Exploiter les enseignements tirés des catastrophes précédentes

Le Cap (Afrique du Sud) tire parti de sa « mémoire musculaire » des crises. En effet, nombre des planificateurs qui ont travaillé sur la riposte à la sécheresse travaillent maintenant sur la situation créée par la COVID-19 en recourant à des outils similaires, comme la création d'un index indiquant les populations les plus vulnérables et la mise au point d'un ensemble de critères de mesure permettant de suivre l'évolution de la situation. Le Directeur de la résilience de la ville du Cap a fait observer qu'il n'était pas rare, lors des réunions de planification, que les membres de l'équipe municipale disent qu'ils avaient retenu les leçons de la sécheresse, et qu'ils devaient en avoir pleinement conscience en la présente situation.

**Source :** Citation de Gareth Morgan, directeur de la résilience du Cap, consultable à l'adresse suivante : <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/cities-pandemic-coronavirus-covid19-health-response-response-rebuild>.

# Conclusion : l'avenir des villes

---

La pandémie actuelle a prouvé que la société était capable de se transformer et de s'adapter rapidement. Il n'a jamais été aussi urgent d'éviter un retour au statu quo pré-pandémique mais au contraire de transformer les villes du monde entier pour les rendre plus résilientes, plus inclusives, plus vertes et plus durables sur le plan économique. Or nous savons que cet objectif est réalisable.

**Pour parvenir à la résilience, il faut que l'avenir urbain soit inclusif.** La pandémie a exacerbé les inégalités existantes, les lignes de fracture les plus flagrantes étant visibles dans nos villes. En l'absence de villes inclusives et de développement urbain, les impacts des chocs et stress futurs pourraient être aussi aigus, voire pires, que ceux qui caractérisent la crise actuelle. Si les villes continuent à être fortement divisées selon les tranches de revenus, l'accès aux services, la race et le statut migratoire, il sera de plus en plus difficile de ne laisser personne de côté. Investir dans des villes inclusives, c'est investir dans des nations inclusives. La réduction des inégalités urbaines est la pierre angulaire d'une meilleure préparation aux chocs et aux crises à venir et d'une plus grande prospérité.

**Inscrire pleinement l'innovation dans la conception, la planification et la gestion des villes présente de multiples avantages.** La pandémie a accéléré la numérisation de la prestation de services, notamment la télémédecine, le passage au travail à distance et l'application des technologies à divers aspects de la prévention et de la gestion des crises. Il demeurera toujours aussi important, même après la crise, de promouvoir les changements de comportement et l'application de solutions technologiques pour gérer les répercussions de la COVID-19. Les possibilités de numérisation dans les domaines de la gouvernance, du commerce, du travail et dans les secteurs économiques clés, y compris l'industrie manufacturière, sont immenses. La pandémie a accéléré les progrès dans ces domaines et rendu impératives l'application de solutions numériques et l'innovation pour planifier, gérer et gouverner les villes et les infrastructures urbaines. La lutte contre les inégalités numériques dans les villes et entre elles, tout en garantissant la protection des droits fondamentaux et numériques, sera essentielle dans cette entreprise.

## **La relance économique peut entraîner une profonde transformation**

**écologique.** Les incidences environnementales à court terme observées pendant la pandémie de COVID-19 ont montré ce qui était du domaine du possible lorsque des mesures collectives et décisives étaient prises. Des plans de relance bien conçus qui soutiennent une reprise économique verte peuvent apporter des avantages économiques à long terme, éviter la paralysie des actifs et la pérennisation d'infrastructures et de systèmes de transport très polluants et à fortes émissions, qui pourraient rester en place pendant des dizaines d'années. Il est impératif d'axer l'aménagement et le développement urbains sur la santé humaine et planétaire pour éviter les déséquilibres écologiques, l'accroissement des risques d'exposition à de nouveaux agents pathogènes et l'apparition de nouvelles maladies. Il n'y a qu'en saisissant l'occasion présente d'accroître l'investissement dans une transformation verte équitable que nous créerons des solutions durables et réduirons les risques de crises futures, tout en atténuant suffisamment les effets des changements climatiques.

Comme l'a montré la présente note de synthèse, les collectivités locales peuvent choisir parmi tout un éventail de politiques possibles pour mettre les villes sur la voie de la durabilité, de l'accessibilité, de l'innovation, de l'égalité et du respect des droits humains. Les orientations recommandées peuvent être adaptées aux contextes locaux, non seulement pour reconnaître les forces et les déficiences propres à chaque ville et même à leurs différents quartiers, mais aussi pour

garantir le respect de leur culture et de leur caractère particuliers. Des mesures ont également été proposées aux gouvernements nationaux pour les aider à soutenir les villes dans cette entreprise. L'Organisation des Nations Unies est prête à apporter son concours à ce processus. Les orientations choisies aujourd'hui, si elles sont maintenues et appliquées à plus grande échelle, pourraient déterminer notre résistance aux futures pandémies ainsi qu'aux dangers et chocs climatiques et économiques dévastateurs, de même que notre capacité de réaliser les objectifs de développement durable. Nous pouvons reconstruire nos villes en prenant les mesures indispensables suivantes :

- 1) premièrement, lutter contre les inégalités et les déficits de développement ;**
- 2) deuxièmement, renforcer les capacités des acteurs locaux, en particulier les collectivités locales ;**
- 3) troisièmement, rechercher une relance économique qui soit verte, résiliente et inclusive.**

Si elle est bien menée, la réponse à cette crise urbaine peut conduire à une révolution et à une redéfinition collective des priorités des villes du monde : vers la diversité, l'inclusion, le travail durable, l'innovation, la durabilité environnementale, les systèmes tenant compte des questions de genre et la cohésion sociale dans les espaces urbains que nous partageons.